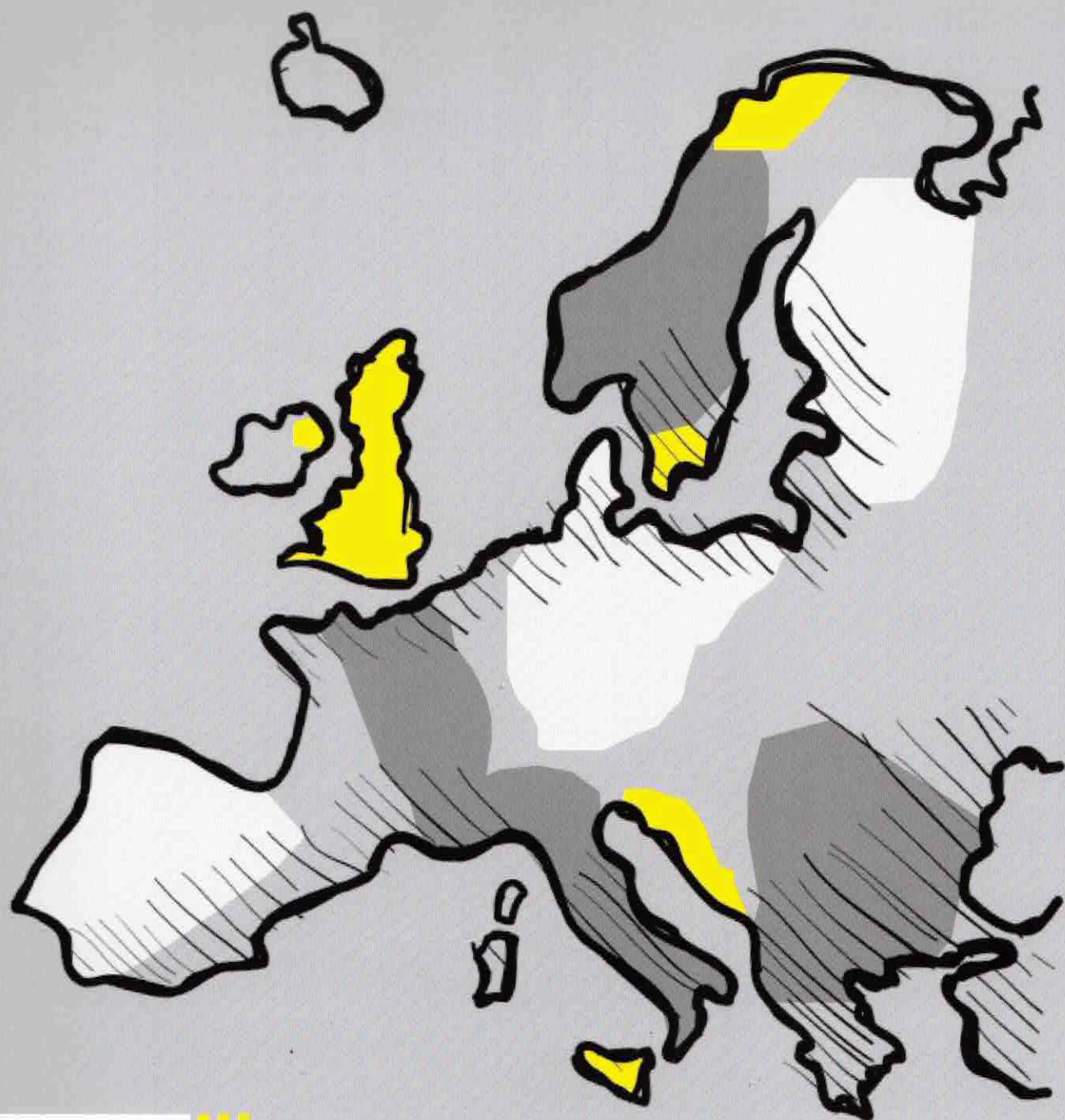




dossier 

L'EXTRÊME-DROITE EN EUROPE

10 fiches pour

 **comprendre**

 **analyser**

 **convaincre**





BELGIQUE

HAUTS ET BAS DE L'EXTRÊME-DROITE

#1

On ne peut analyser l'extrême-droite en Belgique sans signaler d'entrée que son histoire n'est pas la même en Flandres et en Wallonie. Aujourd'hui, elle a quasiment disparu de l'aire francophone alors qu'elle est en recul en Flandres.

La groupuscularisation de l'extrême-droite en Belgique francophone

L'extrême-droite belge francophone a longtemps été structurée par le Front National, fondé en 1985 par Daniel Féret. Ce parti est issu de trois groupuscules : le Mouvement Social Nationaliste, l'Union pour une nouvelle Démocratie et le groupe Delta. Autour de 1990, il a été rejoint par la majorité des dirigeants du Front de la jeunesse et du Parti des Forces Nouvelles.

Jusqu'en 2007, le parti est contrôlé d'une main de fer par son fondateur, ce qui provoque de nombreuses dissidences. Mais, à la suite des ennuis judiciaires de Daniel Féret, le parti éclate avant de tenter de se réunifier en 2011 sous la présidence de Charles Pire, avec le soutien du FN français. Mais Charles Pire décède l'année suivante. Le FN français décide alors de mettre fin à l'autorisation d'usage du nom et du sigle. C'est la fin du FN belge, même si différents groupuscules ou partis nés des dissensions passées (Force nationale, Nation...) se réclament de son héritage, à vrai dire assez pauvre. Il n'en est pas de même de l'extrême-droite néerlandophone.

Flux et reflux de l'extrême droite en Flandres

L'extrême-droite belge néerlandophone a longtemps été dominée par une puissante organisation : le Vlaams Blok (le « Bloc flamand »), devenu le 15 novembre 2004 le Vlaams Belang (« Intérêt flamand »). Nous utiliserons le sigle VB.

Le VB fait partie des partis nationaux-populistes qui se sont développés en Europe à partir des années 70 à partir de l'affirmation de positions libérales et hostiles à l'immigration tout en se situant en continuité avec l'extrême-droite belge d'avant 1945. Il est né en 1978 suite à des scissions du parti nationaliste flamand Volksunie, dont une partie des membres n'acceptent pas la participation à une coalition gouvernementale jugée trop pro francophone. Il se revendique ouvertement du nationalisme flamand des années 30 c'est-à-dire d'un nationalisme ethnique devant aboutir à une Europe des régions ethniques, fondé sur l'idée d'une hié-



en chiffres



POPULATION : **11,3 M d'habitants**



PRINCIPAL PARTI D'EXTRÊME-DROITE : **VB**
Vlaams Belang (« intérêt flamand »)



SCORE AUX LEGISLATIVES 2014 : **3,7 %**



PERSONNALITE POLITIQUE :
Filip Dewinter

-rarchie des peuples et où les droits de l'individu sont soumis aux intérêts du corps de la nation. Ce radicalisme est cependant tempéré par l'acceptation d'un certain cadre européen, en particulier du marché unique européen (à condition que ce marché se protège de l'extérieur). Mais cette idéologie nationaliste flamande, profondément raciste, le VB va parvenir dans les années 90 à l'exprimer dans un vocabulaire et une thématique nouveaux qui vont séduire de nombreux électeurs issus des milieux catholiques et des classes populaires.

Cet effort, que l'on peut qualifier de stratégie de dédramatisation sémantique (proche de celle pratiquée par Marine Le Pen), est rendu nécessaire par l'ostracisation dont est victime le VB dans les années 90 tant de la part des autres partis politiques que des médias. Dans les années 2000, elle va sembler gagnante : à partir de 2003, le « cordon sanitaire » est mis à mal ! Des hommes de droite tendent en effet la main au VB en lui demandant de se montrer responsable en entrant dans le jeu des combinaisons politiques. Cette main tendue est soutenue par certains intellectuels, impressionnés par les succès électoraux du VB qui, en 2004, obtient 23,2% aux élections européennes en Flandre. C'est dans ce cadre qu'il faut noter la rencontre en 2000 entre le leader du VB, Filip Dewinter, et des responsables de la communauté juive d'Anvers, inquiets de la multiplication d'actes antisémites perpétrés par des jeunes issus de l'immigration arabo-musulmane.

Cependant, le VB n'arrive pas entièrement à contrôler sa base militante et sa sphère sympathisante. Trois de ses associations proches sont ainsi condamnées pour racisme. C'est à ce moment là, pour faire face aux risques judiciaires et économiques, qu'a lieu le changement de nom en 2004.



Ce changement traduit aussi une inflexion idéologique : le racisme se centre sur la dénonciation de l'islam et des musulmans, le libéralisme est encore accentué.

Dans un premier temps, l'évolution ne semble pas nuire au parti : en 2006, le VB devient le premier parti à Anvers. Mais, à partir de la deuxième moitié des années 2000, il connaît un décrochage électoral persistant au bénéfice de la N-VA, parti né en 2001 de la décomposition de la Volksunie, qui affirme un nationalisme flamand plus bourgeois et davantage intégré au système politique belge.

En 2014, le VB subit même un véritable effondrement électoral : alors qu'en 2010, il obtenait encore 7,8% aux élections fédérales, il tombe à 3,7% en 2014 perdant 9 sièges au Parlement (il n'en conserve que 3). Aux élections provinciales, la même année, il obtient 5,9% en Flandres, 5,6% dans la région Bruxelles-Capitale. Enfin, toujours en 2014, il obtient 5,59% aux élections européennes, soit un seul député (contre 2 en 2009). La N-VA est le grand vainqueur des élections législatives de 2014. Elle parvient à former une coalition avec les chrétiens-démocrates flamands et les libéraux flamands et francophones. Nombre de ministères clés reviennent aux nationalistes flamands, dont le secrétariat d'Etat à l'Immigration, mais c'est un libéral francophone qui prend la tête du gouvernement, Charles Michel. Ce dernier va réussir à surmonter les contradictions internes à sa majorité sur le partage des compétences

entre les différentes régions (Wallonie, Flandres, Bruxelles) malgré l'opposition syndicale à sa politique économique et sociale libérale qui se remarque par d'importantes grèves et manifestations en 2014-2015. Enfin, il doit faire face à l'offensive djihadiste qui frappe son pays ainsi que la France en 2015-2016. Cette dernière a échoué à créer en Belgique un développement plus important du populisme islamophobe.

L'échec de l'implantation de Pegida en 2015-2016

Comme on le sait Pegida est né en Allemagne, à Dresde, en Novembre 2014, mobilisant des milliers d'Allemands sur le rejet de l'islam et pour une démocratie plus directe. En Belgique (mais aussi en France avec Renaud Camus et Riposte laïque), des initiatives ont été prises pour implanter ce racisme anti musulman dans le contexte des attentats djihadistes. A la manœuvre, on trouve Hans Dubois, ancien militant des groupes néo-nazis Voorpost et ODIN, un élu VB de la ville de Deurne, l'essayiste Wim Van Rooy, compagnon de route du VB et son fils (ancien collaborateur du député néerlandais Geert Wilders). Deux jours après l'assaut donné contre un groupe islamiste radical, les Pegida wallon et flamand ont voulu organiser des manifestations hostiles aux musulmans. Ces manifestations ont été immédiatement interdites sans que personne dans les populations belges ne proteste. Il faut noter qu'à Anvers la manifestation est interdite par Bart De Wever, maire de la ville et leader de la N-VA. Hors de question pour ce dernier de se laisser déborder sur sa droite. Pegida ne s'implantera pas en Belgique.

Conclusion

Au total, la décennie 2010 aura été celle d'un recul important de l'extrême droite en Belgique, même si en 2018, face aux dissensions qui augmentent au sein de la majorité, jusqu'à la faire éclater à la fin de l'année sur la question migratoire (le pacte de Marrakech), les résultats électoraux du VB sont de nouveau orientés à la hausse : 14,2% aux élections municipales et provinciales à Anvers (contre 10,86% en 2012), 8,6% dans le Brabant flamand (6,7% en 2012), 14,1% en Flandre occidentale (7,7% en 2012), 14,2% en Flandre orientale (9,3% en 2012), 14,2% dans le Limbourg (9% en 2012).

A la différence de « l'Alliance Nationale » aujourd'hui disparue de la scène politique italienne, la mue du Vlams Belang est moins profonde. Si elle devait se poursuivre, ce parti risquerait de perdre définitivement sa charge subversive, au profit de la N-VA, parti de droite nationaliste plus intégré au système et donc jugé plus crédible par nombre d'électeurs.

Ces exemples prouvent à contrario l'intelligence stratégique de la direction mariniste du RN français, sa capacité à renouveler le langage du parti sans véritablement toucher à son idéologie.



www.visa-isa.org



@assovisa



association visa



Vous voulez en savoir plus ?
Retrouvez un dossier encore plus complet sur notre site.





PAYS-BAS

FLUX ET REFLUX DU RACISME ANTI-MUSULMAN

#2

Malgré des résultats en dents de scie, l'extrême-droite aux Pays-Bas est en train de solidement s'ancrer dans le paysage politique. Avec ses 20 sièges au Parlement, le Parti pour la Liberté de Geert Wilders est devenu la seconde force politique du pays.

Le choc du 11 septembre 2001

Si l'on retient la thèse, défendue par Jean-Yves Camus que l'Europe depuis 1945 a été touchée par quatre vagues différentes de partis extrémistes de droite (la vague des partis néo-fascistes marqués par la nostalgie du fascisme « historique », la vague des années 50 avec le poujadisme en France, celle du national-populisme des années 1970, celle du populisme islamophobe des années 2000) on peut affirmer que seule la quatrième vague a vraiment touché les Pays-Bas, tellement les groupes néerlandais issus du national-socialisme (relativement puissant dans les années 30 jusqu'en 1945) ont été marginaux dans la seconde moitié du vingtième siècle, de même que les organisations national-populistes. En 1998, les suffrages de l'extrême-droite aux Pays-Bas sont proches du zéro (0,6%).

Cette quatrième vague est une réaction aux attentats du 11 septembre 2001, représentant une radicalisation de la théorie du choc des civilisations. C'est dire que les partis politiques qui en font partie sont structurés par leur rapport antagoniste à l'islam dans sa globalité, comme religion mais aussi comme civilisation.

Pim Fortuyn, le fondateur du populisme islamophobe

C'est un homme ne relevant pas de l'extrême-droite qui va l'introduire aux Pays-Bas : Pim Fortuyn. En effet, Pim Fortuyn est un homme issu de la gauche intellectuelle, qui affiche fièrement son homosexualité. Mais après le 11 septembre 2001, il dénonce vigoureusement la présence, selon lui liberticide, de l'islam aux Pays-Bas. Il le fait en dégageant un charisme certain et en joignant son hostilité à l'islam à une dénonciation des élites aveugles au danger. Il insiste particulièrement sur le fait que l'immigration musulmane brise le consensus trouvé depuis des décennies entre les confessions chrétiennes et les laïcs et qui fait la réputation de tolérance du pays. Ce discours obtient un succès fulgurant : la liste Pim Fortuyn obtient 34,7% des suffrages aux élections municipales à Rotterdam en 2002. Mais cette ascension est brisée lorsqu'il est assassiné par un activiste écologiste en mai 2002 alors qu'il a formé une liste portant son nom aux législatives.

en bref

- POPULATION : 17 M d'habitants
- PRINCIPAL PARTI D'EXTRÊME-DROITE : **PVV**
Parti pour la liberté
- SCORE AUX EUROPEENNES 2014 : **13%**
SCORE AUX LEGISLATIVES 2017 : **13,1%**
- PERSONNALITE POLITIQUE :
Geert Wilders

Le choc provoqué par son assassinat (la violence politique étant quasi-inexistante aux Pays-Bas) amène la Liste Pim Fortuyn à 17% des suffrages. La LPF participe au gouvernement mais la disparition de son leader charismatique entraîne son extinction rapide.

Geert Wilders, l'héritier qui radicalise le racisme anti-musulman

Mais la dénonciation de l'islam au nom de la défense des libertés et des droits des femmes et des homosexuels, dans un contexte idéologique international où le néo-conservatisme américain est à l'offensive, va être reprise par un jeune homme politique issu de la droite néerlandaise (il est l'assistant du principal dirigeant de la droite, Frits Bolkestein, futur commissaire européen auteur de la célèbre et ultra-libérale directive « services ») et proche des néo-conservateurs américains : Geert Wilders. Il va opérer cette reprise d'une manière telle que l'on peut le classer à l'extrême-droite du champ politique néerlandais et européen.

C'est en 2006 que Geert Wilders quitte la droite libérale pour fonder son propre « parti », le Parti pour la liberté (PVV). Parti d'un nouveau type puisque Wilders en est le seul membre ! Les positions du nouveau parti sont axées contre l'islam et l'immigration non européenne : il faut la stopper pendant 5 ans, l'abbatage halal (mais aussi casher) doit être interdit de même que les minarets, la construction de mosquées et le Coran ! Mais il développe aussi tout un axe populiste : rejet des élus, retour de la morale traditionnelle, référendum d'initiative populaire, mandat impératif. Le troisième axe de Wilders est anti-européen : sortie de l'UE, fermeture des frontières figurent au programme du PVV. Enfin, le programme prévoit de limiter l'action de l'Etat dans l'économie tout en refusant l'allongement de l'âge de la retraite.



On peut donc parler d'un populisme xénophobe, islamophobe et anti-européen. Mais Wilders est également capable de reprendre une vieille revendication nationaliste radicale comme le rattachement de la Flandre aux Pays-Bas. Enfin, il est pro-israélien et entretient de très bonnes relations avec l'extrême-droite israélienne en la personne d'Avigdor Liberman.

Le PVV connaît rapidement un succès non négligeable puisque il obtient 17% des voix aux européennes de 2009 puis 15,4% aux législatives de 2010. Il décide alors de soutenir le gouvernement de droite sans y entrer sur la base d'une politique économique austéritaire et de la lutte contre l'immigration. Mais cette intégration à la majorité parlementaire déçoit une partie de son électorat et le PVV décide en 2012 de retirer son soutien au gouvernement, prenant prétexte de son refus de soutenir l'allongement de l'âge de la retraite ; ce qui ne l'empêche pas de redescendre à 13% aux élections européennes de 2014. En 2017, le PVV paraît longtemps en mesure d'arriver en tête à la lecture des sondages mais pas de gouverner car sa poussée provoque dans le champ politique une double réaction : construction d'un cordon sanitaire, aucun parti ne se proposant de gouverner avec Wilders, et radicalisation de la droite (Mark Rutte) sur la question de l'immigration.

On a aux Pays-Bas un cas extrêmement rare où cette radicalisation de la droite permet de bloquer la poussée de l'extrême-droite puisque finalement, le PVV arrive deuxième avec « seulement » 13,1% des voix, la première place demeurant à la droite.

Une extrême-droite endiguée mais qui pèse sur les décisions politiques

Le développement du PVV a donc atteint une sorte de plafond de verre dans la dernière décennie. Cependant, l'extrême-droite populiste et islamophobe s'est enracinée puisque le PVV obtient toujours des scores supérieurs à 10%. Cet enracinement, ainsi que la stratégie de la droite, permet à Gert Wilders de peser sur les débats politiques. Même si les thèmes économiques et sociaux sont restés prioritaires pour les citoyens néerlandais en 2017, les thèmes liés à l'islam, à l'immigration et à l'insécurité venaient juste derrière. Cette influence dans le débat politique permet d'ailleurs à Wilders d'avoir pesé une fois sur la production législative. En 2018, la proposition qu'il défendait depuis 2005 d'interdire la burqa et le niqab (portés aujourd'hui par quelques centaines de musulmanes dans tout le pays) a pu être adoptée par le Parlement, en y incluant les ports de la cagoule et du casque intégral à la demande de la droite pour faire croire que ce n'est pas l'islam qui est visé !

En 2019, la montée d'une nouvelle force

Créé en 2017 le « Forum pour la Démocratie » de Thierry Baudet reprend les mêmes thématiques que le PVV, surtout le rejet de l'intégration européenne et de l'islam, mais sur un ton se voulant plus policé et plus intellectuel. Il attire davantage les classes moyennes, en laissant un électorat plus populaire au PVV.

Aux élections provinciales de la mi-mars 2019 il devient la deuxième force du pays avec presque 15% des voix. Une 'relève' possible à l'extrême droite qui montre que le terrain est encore fertile pour cette idéologie nauséabonde.



www.visa-isa.org



@assovisa



association visa



Vous voulez en savoir plus ?
Retrouvez un dossier encore plus complet sur notre site.





HONGRIE

LA RADICALISATION DE LA DROITE CONSERVATRICE

#3

Officiellement l'extrême droite n'est pas au pouvoir en Hongrie. Dirigé par le Fidesz, acronyme de l'ancienne Alliance des jeunes démocrates. Si à l'origine le Fidesz est un mouvement d'étudiants progressistes ce dernier s'est transformé en mouvement de droite conservatrice puis nationaliste. Ainsi le glissement vers un nationalisme xénophobe s'opère en Hongrie. Ce qui fait de ce pays une terre fertile pour l'extrême droite de la base jusqu'au sommet de l'Etat.

Quand l'exécutif passe du conservatisme au nationalisme.

Les deux décennies qui ont suivi le démantèlement du rideau de fer et la proclamation de la nouvelle république le 23 octobre 1989, ont vu une alternance gauche droite qui a pris fin avec l'arrivée du Fidesz au pouvoir le 29 mai 2010. Depuis, la Hongrie est dirigée par Viktor Orbán, son premier ministre qui a entamé son troisième mandat d'affilée en 2018 (âgé de 35 ans, il avait déjà occupé ce poste de juillet 1998 à mai 2002). Pour Gilles Ivaldi, chercheur au CNRS, Viktor Orbán incarne "cette droite conservatrice qui s'est radicalisée". Effectivement si le Fidesz se plaçait initialement au centre droit de l'échiquier politique force est de constater qu'avec ses positions anti-immigration, anti-islam, euro-pessimiste, il a très largement glissé sur la droite.

La mainmise du Fidesz sur le pouvoir depuis 2010 peut s'expliquer par la démobilisation de l'électorat du Parti socialiste. En effet en 2006 un enregistrement du premier ministre socialiste hongrois de l'époque, Ferenc Gyurcsany, à la tête d'une coalition sociale-libérale, avait déclenché une vague de manifestations devant le siège de la télévision hongroise. Dans cet enregistrement il reconnaissait avoir menti sur les réformes drastiques qu'il préparait après les élections.

S'il y a bien une extrême droite parlementaire en Hongrie elle est incarnée par le Jobbik, (Mouvement pour une meilleure Hongrie) qui est devenu la deuxième force politique en Hongrie après les élections législatives de 2018. Ce parti, dirigé par Gabor Vona depuis 2006, vient de changer de président. C'est maintenant Tamás Sneider qui occupe le poste. Vice-président du parlement Hongrois en 2014, il a aussi commencé sa carrière politique dans le mouvement skinhead sous le pseudo de Roy dans la région d'Eger, au nord de la Hongrie. Rien d'étonnant à ce que ce parti et sa milice, la garde hongroise terrorisent la population et plus particulièrement les Roms, les LGBT et les SDF.

en bref

- POPULATION : 10 M d'habitants
- PRINCIPALES FORMATIONS D'EXTRÊME-DROITE
FIDESZ / au départ, parti de la droite conservatrice
JOBBIK / parti d'extrême-droite tendance néo-nazi
- SCORE AUX EUROPEENNES 2014 :
Fidesz - **51,5 %** = Jobbik - **14,7 %** /
- PERSONNALITES POLITIQUES :
Viktor Orbán (Fidesz)
Tamás Sneider (Jobbik)

Si Viktor Orbán, surnommé «Viktator» par ses opposants, et son parti le Fidesz se démarque du Jobbik il n'hésite pas à aller piocher dans son programme. Pour le Chercheur franco-hongrois Ludovic Lepeltier-Kutasi : Ces dernières années, le Fidesz est devenu un parti d'extrême droite tandis que le Jobbik, s'est recentré. Pour lui, les «électeurs historiques du Fidesz sont passés au Jobbik parce qu'il représente maintenant pour eux un vote respectable, tandis que des fidèles du Jobbik ont rejoint le Fidesz parce que leur formation n'est selon eux plus assez radicale. Le Fidesz était un parti de l'élite urbaine budapestoise conservatrice dans les années 1990 qui s'est «provincialisé» petit à petit.

Chute du mur et retour des vieux démons.

L'occupation soviétique qui a suivi la seconde guerre mondiale a calmé les ardeurs antisémites qui ont caractérisé la Hongrie durant la seconde guerre mondiale où le parti des croix fléchées de Ferenc Szalasi, un mouvement fondé en 1939, transposition hongroise du nazisme, collabora activement à l'extermination des Juifs et des Tziganes. Ce positionnement au côté des nazis peut s'expliquer par le redécoupage des frontières qu'a connu la Hongrie, après la première guerre mondiale. Ainsi le traité de Trianon de 1920 déposséda la Hongrie des deux tiers de son territoire tandis qu'un tiers de sa population se retrouvèrent en dehors des nouvelles frontières. C'est bien que des minorités hongroises se retrouvent à l'étranger (Serbie, Roumanie, Slovaquie...).

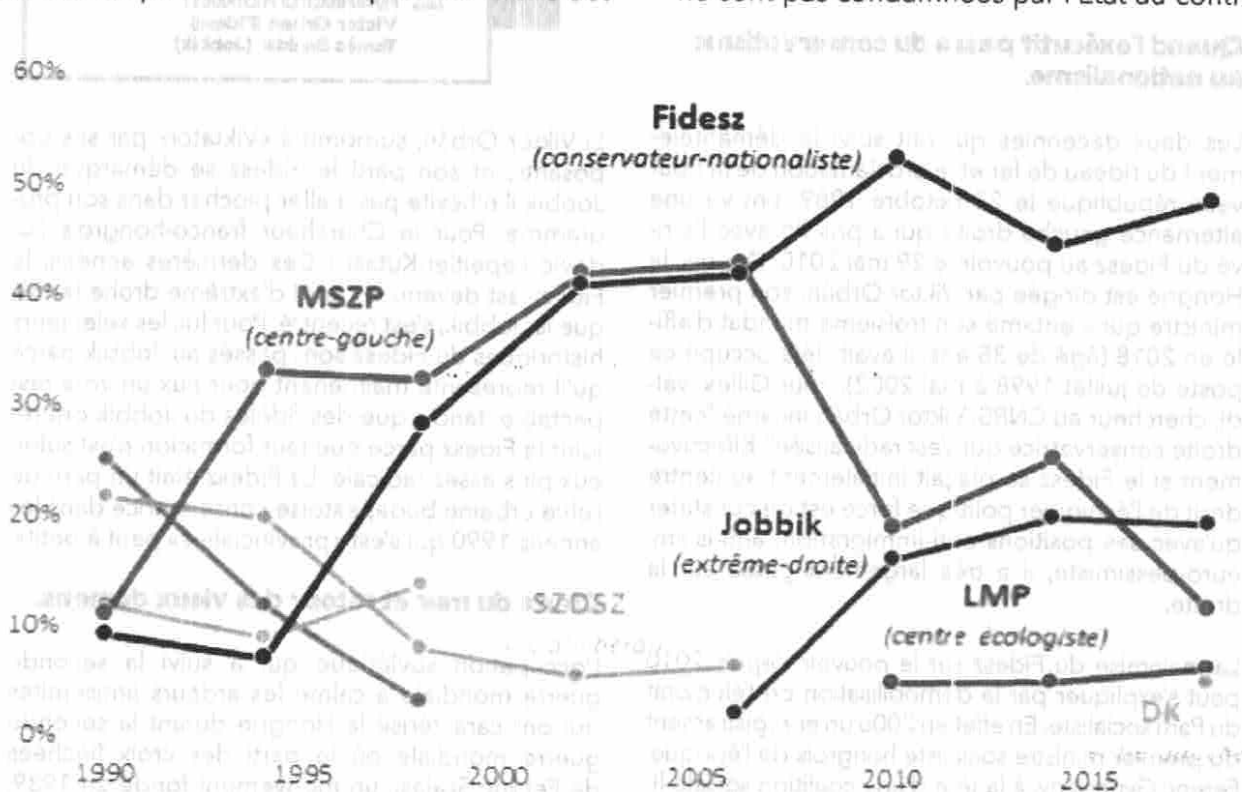
Dès la chute du mur de Berlin les symboles nostalgiques de la «grande Hongrie» ressurgissent, et avec eux les violences contre les Roms, les homosexuels et les SDF sont reparties de plus belle. Ainsi, une loi adoptée en octobre 2018, interdit aux SDF de dormir dans la rue et autorise la police à démanteler les abris



de fortune. Avec 20 000 sans-abris recensés et 11 000 places d'hébergement cette loi garantit surtout aux SDF de pouvoir être régulièrement harcelés par les forces de l'ordre.

Pour les homosexuels l'arrivée du Fidesz au pouvoir a aggravé la situation. En Hongrie, comme dans d'autres pays de la communauté européenne, les homosexuels n'ont toujours pas le droit au mariage ni à l'adoption. Les violences de l'extrême droite envers les LGBT bénéficient de l'impunité du pouvoir ce qui a permis de libérer la parole homophobe en Hongrie. Ce fut le cas en 2015 quand le maire de Budapest, Lelstván Tarlós, qualifia la marche pour les droits des

de blessés). Trois d'entre eux ont été condamnés en janvier 2016 à la perpétuité pour «crimes de haine et racistes commis avec une extrême cruauté». Mais les violences et les humiliations ne se sont pas stoppées pour autant. Le 5 août 2012, à Devecser, un village de l'ouest de la Hongrie, s'est tenue une manifestation réunissant plus de 700 personnes ayant des liens avec des groupes d'extrême droite. Rassemblée devant les maisons des familles Roms, la foule a crié des insultes et menacé de mettre le feu aux maisons. Les policiers présents sur place se sont contentés d'observer la scène. Exposés à de multiples formes de discrimination, les Roms subissent des violences qui ne sont pas condamnées par l'État au contraire, le



Résultats électoraux des différentes formations politiques hongroises depuis 1990.

LGBT de «contre-nature et repoussante». En juillet 2018 la marche des fiertés a été menacée par un groupuscule d'extrême droite «Notre patrie», une branche dissidente du parti d'extrême droite Jobbik, qui avait appelé à interdire la Gay Pride. Rien ne garantit qu'elle puisse se tenir en 2019.

Aujourd'hui, la communauté Roms est certainement celle qui est la plus menacée par l'extrême droite. Un pic de cruauté a été atteint en 2009 où un commando de quatre hommes est arrêté après avoir assassiné et blessé des Roms dans plusieurs régions (six morts, dont un garçonnet de 5 ans qui a reçu 17 balles, et une cinquantaine

Fidesz les légitime. Des insultes racistes sont régulièrement proférées dans les médias proches du pouvoir quand ce n'est pas dans la bouche de ceux qui sont aux responsabilités, comme ce fut le cas quand, en 2013, Zsolt Bayer, un journaliste proche de Victor Orbán puisqu'il a été l'un des fondateurs du Fidesz, a qualifié les Roms d'«animaux [...] indignes de vivre parmi les êtres humains». Si l'anti-tsiganisme et l'antisémitisme sont depuis longtemps largement répandus dans la société hongroise la crise des migrants durant l'été 2015 est venue en rajouter à la haine raciste.

Orbán versus l'europe.

Le 20 mars 2019, pour faire suite aux dérapages de Viktor Orbán contre Bruxelles ou l'immigration, la droite européenne fédérée dans le groupe parlementaire du Parti populaire européen (PPE), réunissant notamment la CDU de la chancelière allemande Angela Merkel ou les Républicains de Laurent Wauquiez, a décidé de suspendre le Fidesz de ses rangs (décision prise à la quasi-unanimité avec 190 pour, 3 contre). Cela pour une durée indéterminée. Le PPE ayant vu la goutte d'eau qui a fait déborder le vase dans la campagne d'affichage de Viktor Orbán contre le président de la commission européenne Jean-Claude Juncker et le milliardaire américain juif d'origine hongroise, George Soros. Mais si ces affiches ont été retirées cela n'a pas calmé Orbán qui a fait décorer deux personnalités ouvertement antisémites le week-end précédent.



Victor Orbán

Il est Premier ministre de Hongrie de **1998 à 2002 et depuis 2010**. Il s'engage en politique à vingt-quatre ans contre le régime communiste, puis **participe à la fondation du Fidesz-MPSZ**, un parti chrétien-démocrate dont **il prend la tête en 1993**. Il est député à l'Assemblée nationale depuis 1990. Reconduit pour un troisième mandat à la suite des élections de 2014, puis en 2016, il promeut **l'il-libéralisme**, prône les racines chrétiennes de l'Europe et s'oppose violemment à l'immigration, déclarant défendre l'État-nation. A partir de la question migratoire il tente d'imposer son leadership en Europe-orientale. **Cela coïncide avec la renaissance du groupe de Visegrád**, regroupant de façon informelle **la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie**. Il est la personnalité ayant exercé le plus longtemps la fonction de Premier ministre de Hongrie au XXe siècle.

Le Jobbik

L'Alliance des jeunes de droite - Mouvement pour une meilleure Hongrie ou Jobbik, est un mouvement politique d'extrême-droite proche de la tendance néo-nazie. Fondé en 2003, il atteint très vite des résultats électoraux importants qui vont peser sur les orientations du Fidesz. En 2018, aux législatives, il obtient plus de 19% des voix ce qui en fait la 2nde force politique du pays. En 2009 la Garde Hongroise, bras armé du Jobbik a été dissoute.

La résistance s'organise.

Depuis décembre 2018, la résistance s'organise surtout à Budapest. Syndicats et ONG s'opposent à deux nouvelles lois sur le droit du travail qu'ils qualifient d'«esclavagiste». En effet ces lois permettent aux chefs d'entreprise de pouvoir exiger de leurs employés jusqu'à 400 heures supplémentaires par an, soit l'équivalent de deux mois de travail. La rémunération de ces heures pouvant attendre jusqu'à trois ans...

Même si le taux de syndicalisation est faible en Hongrie, le 19 janvier 2019, pour la première fois depuis la chute du mur de Berlin, les syndicats ont appelé à une grève nationale. Si cette mobilisation vient enfin écorner le tout puissant Orbán rien ne dit que celui qui se réclame de la démocratie illibérale acceptera de lâcher un peu des rênes du pouvoir qu'il s'est évertué à garder fermement dans ses mains.



www.visa-isa.org



@assovisa



association visa



Vous voulez en savoir plus ?
Retrouvez un dossier encore plus complet sur notre site.



Orbán et sa guerre contre l'immigration et les ONG.

Dans un discours prononcé début février 2018, Victor Orbán a déclaré : « Nous ne voulons pas être un pays cosmopolite. Nous voulons rester comme nous étions il y a 1 100 ans, ici dans le bassin des Carpates » et de rajouter « Les migrations et les déplacements massifs de population sont des phénomènes mauvais et dangereux, dont nous ne voulons pas faire partie ». L'hostilité viscérale du premier ministre à l'égard de l'accueil de réfugiés, l'avait déjà amené à ériger une clôture de barbelés sur les 175 km de la frontière hungaro-serbe durant l'été 2015, puis sur la majeure partie de la frontière hungaro-croate. A la suite de quoi, le 7 mars 2017, le parlement avait adopté une loi permettant la mise en détention systématique des migrants en attente d'une décision définitive concernant leur demande d'asile dans deux camps fermés installés à la frontière serbe, à Röszke et à Tompa. Et le premier ministre avait rajouté dans un meeting que « que les migrants sont le cheval de Troie du terrorisme ». Et pour que l'orientation politique xénophobe de la Hongrie soit encore plus claire le gouvernement a remis la distinction de chevalier de l'Ordre du mérite au sulfureux Zsolt Bayer. Ce dernier avait déjà largement contribué au climat de haine raciste vis-à-vis des réfugiés en écrivant que : « L'Europe doit se libérer par les armes de cette horreur. La race blanche est menacée ».

En plus des discours vindicatifs contre l'accueil de migrants extra européens le gouvernement a fait adopter une série de mesures durcissant la politique migratoire du pays. En juin 2018, la Hongrie a adopté un ensemble de lois rendant passible de poursuites pénales l'aide aux migrants, s'attaquant directement aux ONG en instituant une peine allant jusqu'à un an de prison pour toute personne portant assistance à une personne entrée illégalement en Hongrie depuis un pays n'appartenant pas à l'espace Schengen, si la vie de l'intéressé n'est pas immédiatement en danger. Toujours dans une logique de chasse aux ennemis de l'extérieur, le Parlement a adopté la création d'une taxe de 25% sur les ONG soupçonnées de venir en aide aux migrants. Cela a été complété par une modification de la loi Fondamentale (constitution hongroise) stipulant qu'aucune instance ne peut porter atteinte à « la composition de la population » hongroise. Cette disposition rend ainsi inconstitutionnelle l'imposition de quotas de migrants par l'Union européenne.

Démocratie illibérale et menaces sur l'état de droit.

En plus de traiter les réfugiés de manière inhumaine, les mandats successifs de Victor Orbán se sont aussi traduits par un recul considérable sur le terrain de l'Etat de droit en Hongrie. Ainsi un rapport soumis au parlement européen en juillet 2018 est venu épingle le gouvernement Orbán sur bon nombre de faits violant les valeurs sur lesquelles l'Union Européenne est fondée. Du point de vue de la séparation des pouvoirs, le constat est fait que l'indépendance de la justice a été drastiquement réduite puisque la cour constitutionnelle s'est vue retirer ses prérogatives en matière de modification de la loi Fondamentale.

L'indépendance de la presse est sérieusement menacée car de plus en plus muselée. Aujourd'hui la majorité des quotidiens régionaux se retrouve aux mains d'amis du premier ministre. A titre d'exemple, en 2016, Nepszabadsag, le principal quotidien d'opposition, a été repris par des proches du Premier ministre après avoir été mis brutalement en faillite. A cela vient se rajouter de l'entrave puisque dorénavant le président de l'Assemblée nationale a tout pouvoir pour accréditer sa guise les journalistes autorisés à couvrir le parlement hongrois.

A côté de cela, le clientélisme et la corruption s'étendent notamment dans les offres de marchés publics. Ainsi l'Office européen de lutte antifraude a notamment constaté que 35 contrats d'éclairage public avaient été accordés à la société contrôlée par le gendre de Viktor Orbán. Ce genre d'attribution étant facilité par le fait qu'en 2016 par exemple, la part des marchés attribués à l'issue de procédures de marchés publics qui n'ont fait l'objet que d'une seule offre s'élevait à 36%. Ainsi le népotisme s'étend puisque les personnels des cours de justice, des agences d'évaluation de l'Etat, des médias publics, des universités, des institutions culturelles... sont nommés, pour une durée indéterminée, par le gouvernement. Dès lors rien d'étonnant à ce que Viktor Orbán soit le premier dirigeant européen à se revendiquer de la démocratie illibérale.

Ce concept a été défini par le journaliste américain Fareed Zakaria comme un régime qui respecte formellement les élections et le multipartisme tout en érodant l'Etat de droit. C'est-à-dire une démocratie sans libéralisme politique autrement dit sans contres-pouvoirs.



Contrairement à l'Allemagne, l'Italie n'a pas connu de période réfractaire face au fascisme. Dès les lendemains de la défaite lors de la seconde guerre mondiale, le MSI, mouvement fasciste, s'est installé dans le paysage politique italien sans jamais percer. Aujourd'hui, à travers un gouvernement de coalition entre la Lega et le Mouvement 5 étoiles, l'extrême-droite est à nouveau au pouvoir.

Néo-fascisme et populisme

L'héritage néo-fasciste.

Concernant l'extrême-droite en Italie, il faut toujours commencer par rappeler que ce pays n'a pas connu de période marquée par la disparition du fascisme, au pouvoir de 1922-26 jusqu'en 1943-45. Dès décembre 1946, se constitue le Mouvement Social Italien (MSI), animé par d'anciens cadres de la République de Salò (État fasciste reconstitué dans le nord de l'Italie par Mussolini à l'automne 1943) comme Giorgio Almirante. Le MSI culminera électoralement à 9% dans les années 70 et possède en permanence des députés de la fin des années 40 à la fin des années 80. Dans les années 90, sous l'impulsion de Gianfranco Fini, il mute et devient un parti de droite, l'Alliance nationale, qui s'allie avec le mouvement de Silvio Berlusconi, Forza Italia.

Mais cette mutation n'est pas acceptée par tous les militants et le néo-fascisme se survit dans une multitude de groupuscules et petits partis : Fronte Nazionale, Azione sociale, Movimento idea sociale, et surtout Fratelli d'Italia, Forza Nuova et Casapound.

Fratelli d'Italia, issu d'une scission en 2012-2013 du Peuple de la liberté de Berlusconi, se revendique comme l'héritier du MSI et en reprend la flamme tricolore. Sa dirigeante est Georgia Meloni, adhérente au MSI à 15 ans, députée à l'âge de 29 ans en 2006 puis ministre dans le gouvernement de Berlusconi de 2008 à 2011. Elle impulse un rapprochement avec la Ligue du Nord à partir de 2014 sur la base de leur opposition aux politiques de Bruxelles. Pour autant, les deux organisations ont un différend idéologique profond sur ce que doit être l'Italie, un État-nation centralisé (Fratelli d'Italia) ou un État fédéral (la Ligue du Nord). Fratelli d'Italia est le mieux implanté dans le Sud, en Sicile et à Rome où Georgia Meloni obtient plus de 20% des suffrages aux municipales de 2016. En 2018, elle noue une alliance électorale en vue des législatives avec Forza Italia et la Ligue et obtient 4,3% des suffrages, 32 députés et 20 sénateurs. Mais en juin, Fratelli d'Italia décide d'être dans l'opposition au nouveau gouvernement.

en bref



POPULATION : 60,6 M d'habitants

PRINCIPALES FORMATIONS D'EXTRÊME-DROITE
LA LEGA / Anciennement Ligue du Nord
MOUVEMENT 5 ÉTOILES

SCORE AUX ÉLECTIONS GÉNÉRALES 2018 :

Lega (+coalition centre-droit) - **37 %** ↑
M5S - **32 %** ↑

PERSONNALITÉS POLITIQUES :

Matteo Salvini (Lega)
Luigi Di Maio (5 étoiles)

Forza Nuova a été fondée en 1997 par deux militants d'extrême-droite, Roberto Fiore et Massimo Morsello, et puise sa source dans les années de plomb (décennies 70 et 80). Alliée à un autre groupuscule, Fiamme tricolore, fondé par des anciens du MSI refusant le recentrage de Fini, Forza Nuova a lancé une coalition (« l'Italie aux Italiens ») qui se définit comme « front unitaire de l'espace national-populiste ». Roberto Fiore se définit lui-même comme fasciste. Anti-européens, anti-immigrés et homophobes, ses militants n'hésitent pas à employer la violence de rue au point que 240 plaintes ont été déposées contre eux ces cinq dernières années.

Casapound est une organisation d'une nature différente, au sens où ses liens au fascisme historique sont plus ténus. Il s'agit plus d'un mouvement que d'un parti et se définit davantage par des pratiques que par un corps de doctrine même s'il fait référence à un « fascisme du troisième millénaire » dont il serait l'avant-garde. Le mouvement est apparu fin 2003 par l'occupation d'un immeuble d'habitation dans le centre de Rome. Il pratique les « prêts sociaux » et les distributions alimentaires à destination des Italiens pauvres. Son enracinement dans les banlieues de Rome est devenu réel au point d'obtenir près de 10% des suffrages aux élections municipales d'Ostie en octobre 2017 (et 20% dans le quartier défavorisé d'Ostia Nuova). Casapound ne se contente pas de participer aux élections mais mène également des attaques contre les centres d'accueil de migrants. En 2018, sous la direction de Simone di Stefano, il participe aux élections législatives mais ne parvient pas à atteindre son objectif, avoir au moins un député et 3% des voix.



L'émergence du national-populisme.

Cependant, depuis une trentaine d'années, l'extrême-droite en Italie ne se résume plus au néo-fascisme et à ses débris plus ou moins actifs.

Dans les années 80, le nord de l'Italie voit le développement de mouvements régionalistes, les Ligues. En 1991, Umberto Bossi parvient à les unifier au sein de la Ligue du Nord, sensée défendre la Padanie (nom donné au nord de l'Italie, faisant croire qu'il s'agit d'une nation à part entière). Dès les élections législatives de 1992, la Ligue du Nord devient une force politique avec laquelle il faut compter, puisqu'elle obtient 3 400 000 voix (près de 9% au plan national), principalement issues de la petite bourgeoisie du nord de l'Italie.

La Ligue du Nord s'affirme comme une organisation nationaliste et populiste, qui dénonce les élites politiques romaines et, de manière souvent haineuse, « l'invasion étrangère » et la « société multiraciale ». Elle défend la préférence nationale, une Europe des ethnies, et un antiaméricanisme militant en dénonçant le « totalitarisme libre-échangiste et mondialiste complotant de détruire les peuples ». Elle adopte la chemise verte comme uniforme.

La Ligue du Nord participe aussi à la vie politique nationale italienne. Dès 1994, elle s'associe avec le « parti » de Silvio Berlusconi, Forza Italia, et l'Alliance Nationale de Fini. Cette alliance obtient la majorité absolue des voix avec 8,4% pour la Ligue du Nord qui obtient 122 députés puis 6 ministres, dont le ministre de l'Intérieur, par ailleurs vice-président du conseil, et enfin la présidence de la Chambre des députés.

Cependant, les contradictions internes de l'alliance se manifestent rapidement. Le fédéralisme de la Ligue du Nord ne peut en effet se marier avec le centralisme italien de ses deux partenaires. Son discours régionaliste, qui va jusqu'au séparatisme en 1995-1996, entraîne son affaiblissement électoral (3,9% aux législatives de 2001). Elle entre dans une nouvelle combinaison gouvernementale avec un Berlusconi plus puissant que jamais avec 8 membres dans le gouvernement, mais seulement 3 ministres.

Dans les années 2000, elle prend prioritairement pour cible les immigrés. En 2006, elle connaît de nouveau un échec retentissant en défendant un projet de fédéralisation et de présidentialisation de l'Italie. Des scandales financiers l'affaiblissent et contraignent Umberto Bossi à partir. Elle est prise en main l'année suivante par le jeune mais expérimenté Matteo Salvini alors qu'elle est au plus bas

électorale (4% des voix aux législatives de 2013).

Salvini change la nature de la Ligue du Nord qui devient un parti pour tous les Italiens qui veulent une Italie sans immigration, opposée à l'islam, à l'Union Européenne et aux migrants. Il n'hésite pas à critiquer l'Église catholique qui contribuerait à une « africanisation de l'Europe » et remet en cause les politiques néolibérales d'austérité. En 2018, il en change le nom qui devient la Ligue. Son modèle est alors clairement le Front National de Marine Le Pen.

Cette évolution de la Ligue est validée par les électeurs italiens : 4% en 2013, 13% aux élections régionales de 2015, presque 18% aux législatives de mars 2018. Elle devient la force la plus importante de l'alliance de droite. Il faut noter que l'attaque de migrants à Macerata, qui fait six blessés parmi ces derniers, par un militant de la Ligue, lecteur de Mein Kampf, n'a en rien freiné sa progression !

Une bouillie politique : le Mouvement 5 étoiles.

Le mouvement fondé par l'ex-comique Beppe Grillo en 2013 est le principal fait nouveau de la vie politique italienne du 21^e siècle. Mais il est difficilement définissable. Certaines déclarations de ses dirigeants tendent à le classer à l'extrême-droite, en particulier celles qui concernent l'immigration. Mais des éléments de son programme sont clairement marqués à gauche comme l'augmentation du salaire minimum ou l'instauration d'un revenu citoyen. Ce qui est clair, c'est le style populiste du mouvement fait de dénonciation des élites corrompues et de mise en avant de formes de démocratie directe.

Les électeurs italiens ont tout de suite été séduits par ce patchwork puisque dès les élections législatives le M5S remporte 25% des suffrages et 109 députés, puis 21% aux élections européennes de l'année suivante. En recul aux régionales de 2015, il connaît le succès aux élections municipales de 2016 en remportant les municipalités de Rome et de Turin. Sauf que l'inexpérience, voir des soupçons de corruption, entache la gestion « étoilée » de la capitale. Beppe Grillo prend une certaine distance par rapport au mouvement où s'affirme en 2017 un jeune dirigeant considéré comme assez droitier, Luigi Di Maio. Les élections législatives de mars 2018 sont son triomphe : le M5S devient le premier parti du pays avec 32,6% des voix. Di Maio revendique la responsabilité de former le nouveau gouvernement italien.

Le gouvernement Conte-Di Maio-Salvini.

La formation du nouveau gouvernement.

La tâche de former un nouveau gouvernement semblait impossible, aucun camp ne pouvant prétendre à la majorité absolue au sein du Parlement. Mais, au bout de deux mois de tâtonnements et de fausses pistes, le scénario le plus redouté se produit : la Ligue abandonne son alliance avec la droite pour concocter un programme de gouvernement avec le M5S. Les commentateurs ont noté le caractère incohérent de ce programme qui additionne, au lieu de les articuler (ce qui était impossible), les principales positions des deux organisations : baisse massive des impôts pour la Ligue, « revenu de citoyenneté » de 780 euros pour le M5S notamment, comme si on pouvait satisfaire en même temps les petits patrons du Nord et les déclassés du Sud. A été aussi vu le fait que que sa partie économique apparaissait contradictoire avec le cadre budgétaire européen. Mais le contrat de gouvernement comporte aussi l'abaissement de l'âge de départ à la retraite, des réformes institutionnelles (baisse drastique du nombre de parlementaires), la fin des grands travaux, une réforme de la justice, la réforme du fonctionnement de l'UE, un rapprochement avec la Russie sans sortie de l'OTAN... Si bien que pleinement réalisé, il signifierait plus un changement de régime qu'une alternance classique !

Luigi Di Maio et Matteo Salvini ne parvenant pas à se départager pour la présidence du conseil, ils se mettent d'accord pour choisir un économiste inconnu du grand public, sympathisant du M5S, Giuseppe Conte. Le président de la République, après un premier refus du ministre des Finances pour son hostilité à l'euro, accepte un deuxième gouvernement Conte-Di Maio-Salvini et derrière, les instances européennes et les dirigeants allemand et français. Le premier juin 2018 Matteo Salvini devient ministre de l'Intérieur, Luigi Di Maio ministre du développement économique, tous les deux étant en plus vice-président du conseil. Très vite, le premier va s'imposer politiquement sur le second.

La conquête de l'hégémonie par le national-populisme.

Dès les premiers jours du « gouvernement du changement », la scène médiatique est occupée par Matteo Salvini. Avec le ministère de l'Intérieur, il dispose d'un outil idéal pour mettre en scène son activisme et son omniprésence. Le premier de ses coups d'éclat est de bloquer l'entrée des ports italiens à l'Aquarius, un navire humanitaire affrété par SOS Méditerranée et Médecins sans frontières, qui devait y débarquer plus de 600 migrants.



Luigi Di Maio

Député depuis 2013 et dirigeant du Mouvement 5 étoiles depuis 2017, il devient **ministre du Développement économique, du Travail et des Politiques sociales** en 2018. Agé de 31 ans, **il est le fils d'un responsable local du mouvement fasciste MSI** en Campanie.

Dans la foulée, il annonce qu'il en sera ainsi de tous les navires d'ONG opérant en Méditerranée. L'opinion italienne applaudit.

En décidant de porter l'affaire au niveau européen, il réussit un coup politique magistral. Si les résultats diplomatiques (réels) sont minces (l'Italie ne peut réformer les accords de Dublin qui mettent l'Italie en première ligne dans l'accueil des migrants), il parvient à faire croire aux Italiens que la chute du nombre des arrivées sur le sol italien est de son fait (en réalité c'est la suite de l'accord entre l'Italie et la Libye signé par son prédécesseur). Il impose l'image d'une Italie qui, grâce à lui, redresse la tête face à ses partenaires européens et devient l'homme politique le plus populaire d'Italie. La Ligue, son parti, commence une montée dans les sondages qui vont la mettre aujourd'hui à 30% des intentions de vote. Le style de Salvini, fait de transgressions et de provocations, fait son succès. Luigi Di Maio et le M5S sont éclipsés.



Matteo Salvini

Député européen à partir de 2004, il devient en 2013 secrétaire fédéral de la Ligue du Nord, dont il abandonne le régionalisme au profit d'une ligne davantage souverainiste, identitaire, islamophobe. Lors des élections de 2018, durant lesquelles la Ligue obtient un score historique, il entre au gouvernement Conte comme ministre de l'Intérieur et vice-président du Conseil. **Il est le véritable leader et le principal gagnant de la coalition au pouvoir.** Il fait pour l'instant office de chef de file des extrêmes-droites en Europe dans la perspective des élections.

Bref, Matteo Salvini et la Ligue peuvent envisager avec confiance les élections européennes de mai 2019, tout en attendant le meilleur moment pour rompre l'alliance avec un M5S en perte de vitesse comme le montrent les élections locales qui ont lieu depuis juin 2018 dans le Trentin, le Haut Adige (où la Ligue s'affirme comme le parti des italophones), les Abruzzes et enfin la Sardaigne. Ils seraient alors en mesure de former un gouvernement à leur main, sans leur « idiot utile » du mouvement 5 étoiles.

Le gouvernement national-populiste et l'UE.

Appliqué au pied de la lettre, le programme de gouvernement signé entre le M5S et la Ligue aurait dû entraîner un affrontement violent avec les instances de l'UE, à commencer par la Commission. En effet, il se traduisait par 100 milliards de dépenses publiques nouvelles tout en baissant les impôts sur les entreprises et les particuliers, aboutissant donc à un creusement notable du déficit. Or, le gouvernement italien a constamment zigzagué face aux instances européennes depuis l'été 2018.

Après avoir semblé plier, il revient à la charge avec le projet de budget annoncé triomphalement depuis le balcon de la résidence du président du conseil par le trio dirigeant. 2,4% de déficit public au lieu de 0,8% prévu par l'ancien gouvernement, cela sonnait comme une provocation. Pourtant, le revenu de citoyenneté est revu à la baisse ainsi que la réforme des retraites malgré les rododromes sur l'Italie qui a « aboli la pauvreté » (Di Maio). Puis de nouveau, fin novembre, le gouvernement italien change de tactique, acceptant de réduire le déficit à seulement 2% pour éviter les sanctions européennes pour endettement excessif.

On peut discerner plusieurs raisons à ce recul. Il y a d'abord la dégradation de la situation économique du pays (fort ralentissement de la croissance) mais aussi la méfiance de la grande bourgeoisie italienne vis-à-vis du gouvernement qui se traduit par d'importantes sorties de capitaux depuis l'été 2018. Il reste que ce recul ne peut que décevoir les électeurs italiens, en particulier ceux du M5S.

Conclusion

Il est significatif que lors des élections locales qui ont eu lieu depuis la formation du gouvernement M5S-Ligue, cette dernière se soit toujours présentée en alliance avec Forza Italia et Fratelli d'Italia c'est-à-dire l'alliance électorale de mars 2018. Il semble bien que dès la formation du gouvernement, Matteo Salvini n'ait pas cru à sa pérennité. Les contradictions s'accumulent entre les deux partenaires (par exemple sur la construction du tunnel devant relier Lyon à Turin), si bien qu'on ne peut plus totalement exclure l'écroulement du gouvernement. L'Italie entrerait alors dans une période inquiétante. Certes, dans la rue, des oppositions à la politique gouvernementale ont commencé à se manifester. Au plan politique, de nombreux Italiens se sont mobilisés pour une orientation plus à gauche du Parti Démocrate rompant avec l'orientation libérale de Matteo Renzi.

Il n'en reste pas moins que la force politique qui paraît en mesure d'assumer le destin politique de l'Italie est un parti hostile aux migrants et à tout ce qui est étranger, autoritaire, qui peut bénéficier de l'appui de forces néofascistes non négligeables, en alliance avec une droite radicalisée et affaiblie par le vieillissement de son leader. Autrement dit, l'arrivée aux commandes en Italie de la Ligue avant la fin de cette année est l'hypothèse de loin la plus probable. Alors, pour la première fois en Europe depuis 1945, l'extrême-droite arriverait au pouvoir légalement et en position de force.

Il est urgent pour les antifascistes en France et ailleurs en Europe d'affirmer leur solidarité avec ceux et celles qui de l'autre côté des Alpes s'opposent à la politique de Matteo Salvini.



www.visa-isa.org



@assovisa



association visa



**Vous voulez en savoir plus ?
Retrouvez un dossier encore plus
complet sur notre site.**





PARLEMENT

LES VOTES DES EURODEPUTE-E-S FN/RN

#5

Avant-propos : il ne s'agit pas ici de soutenir en tant que telles les résolutions adoptées par le Parlement Européen, ni de les commenter ou de juger de leur efficacité, ce n'est pas le rôle de VISA. Il s'agit ici de mettre en lumière les votes et positions contradictoires des eurodéputé.e.s du RN qui, contrairement à ce qu'ils et elles prétendent, vont à l'encontre des travailleurs.ses, et sont souvent favorables au grand patronat !

en bref



NOMBRE D'EURODEPUTE-ES JUSQU'EN 2019:

751

NOMBRE D'EURODEPUTE-ES APRES 2019:

705

GROUPES PARLEMENTAIRES D'EXTRÊME-DROITE

ENL «Europe des Nations et des Libertés»

EFDD «Europe de la liberté et de la démocratie directe»

ECR «Conservateurs et réformistes européens»

EURODEPUTE-ES D'EXTRÊME-DROITE : **180*** ↗

* En comptant les 11 eurodéputé-es du parti de Victor Orban encore membre du PPE malgré la suspension prononcée en août 2017 ainsi que 14 non-inscrits qui présentent de plus petites formations d'extrême-droite. Les autres groupes parlementaires recensés: ECR 071, EFDD 442, ENL 046.



Les eurodéputé-e-s français d'extrême-droite



Ceux du FN/RN sont 15 à siéger au parlement européen.

Marie-Christine ARNAUTU, Nicolas BAY, Dominique BILDE, Marie-Christine BOUTONNET, Steeve BRIOIS, Jacques COLOMBIER, Jean-François JALKH, France JAMET, Gilles LEBRETON, Christelle LECHEVALIER, Philippe LOISEAU, Dominique MARTIN, Joëlle MÉLIN, Jean-Luc SCHAFFHAUSER, Mylène TROSZCZYNSKI.

ENL

Europe des Nations et des Libertés



Ils et elles sont membres du groupe Europe des Nations et des Libertés (composé au total de 37 eurodéputé.e.s) aux côtés d'autres formations d'extrême-droite de différents pays : **FPÖ** (Autriche), **Vlaams Belang** (Belgique), **Lega** (Italie), **Parti Bleu** (Allemagne), **Parti pour la liberté** (Pays-Bas), **Congrès de la Nouvelle Droite** (Pologne), **UKIP** + Janice Atkinson (Royaume-Uni).

les autres

Dans la sphère nationaliste ou d'extrême-droite, on va aussi retrouver le groupe Europe de la Liberté et de la Démocratie Directe (ELDD) dont sont membres notamment Florian Philippot ou Aymeric Chauprade, encore récemment membres du RN. Dans ce groupe sont présents, entre autres Les Patriotes et Debout la France, le Mouvement 5 étoiles (Italie), des membres de l'UKIP (Royaume-Uni) etc. Jean-Marie Le Pen (qui vient, enfin, d'annoncer sa retraite politique) et Bruno Gollnisch sont inscrits en tant qu'indépendants !





Réindustrialisation

Contre

« Le 5 octobre 2016, le Parlement européen a adopté (par 472 voix pour, 103 contre et 99 abstentions), une résolution sur la nécessité d'une politique européenne de réindustrialisation à la lumière des récentes affaires Caterpillar et Alstom. Les députés ont souligné le besoin impératif de cohérence entre les différentes politiques de l'Union afin de définir une véritable politique industrielle, en particulier compte tenu des projets de restructuration de Caterpillar et d'Alstom. Tout en rappelant que l'Europe était une économie sociale de marché, les députés ont demandé d'assurer une protection efficace contre les licenciements abusifs. » (extrait du communiqué officiel). **Les eurodéputé.e.s ENL et notamment celles et ceux du RN ont majoritairement voté contre !**



Secret des affaires

Pour

La directive européenne adoptée le 8 juin 2016 de régression en matière expose toutes celles et trop près aux activités suites judiciaires. L'ON rope Observatory a r cette directive avait été cabinets de lobbying a tionales, qui ont étroite mission européenne. **L ont soutenu cette me tionales !**



Travailleurs détachés

Contradiction

En avril 2014, le Parlement européen se prononçait sur une nouvelle directive plus restrictive sur les travailleurs détachés. L'objectif était de réguler cette réglementation datant de 1996, qui permet à un salarié d'un pays de l'Union Européenne de travailler dans un autre État membre avec le salaire et des conditions de travail du pays d'accueil. De plus, l'employeur paye les cotisations correspondantes au pays d'origine du salarié, ce qui lui permet concrètement d'embaucher à moindre coût dans des pays où les charges sont élevées, comme en France.

Marine Le Pen (alors eurodéputée) avait dénoncée «une bombe à fragmentation contre l'emploi». Elle évoquait «un texte criminel» et critiquait de façon virulente l'inefficacité des mesures de contrôle. Pourtant c'est cette même MLP qui s'est abstenue lorsqu'il a fallu prendre part au vote ! En 2016, l'absence physique des eurodéputés du FN au débat au parlement européen sur la question des travailleurs détachés a même fait jaser dans les rangs des eurodéputé.e.s LR.



Meilleures conditions

Contre

Malgré leur rhétorique travailleurs.ses, les eu virulent.e.s avec les sy résolution du PE sur le lar (octobre 2016), ils d'amendements visant rié.e.s et leurs représen tions et aux licenciemen d'octobre 2016, contre frontistes ont voté, dem membres de mettre en adéquate, des conditic qui permettent aux tra que ce soit par la voie d tions collectives, et d'as contre les licenciement



Socle européen

Contre

En janvier 2017 les e sociaux » destiné à lu les états membres n atteinte inacceptable priorités !

sur « le secret des affaires » comporte des risques graves de droit à l'information et ceux qui s'intéresseraient de des entreprises à des pour-G bruxelloise Corporate Eu- vélé dans une enquête que directement inspirée par des u service de grandes multina- ment collaboré avec la Com- **es eurodéputé.e.s frontistes** **sure favorable aux multina-**



Contre

Droits des femmes

Les parlementaires FN s'opposent systématiquement aux efforts du PE dans ce domaine, ils ont voté contre les huit rapports présentés au PE depuis 2014 visant à renforcer le droit des femmes. Ils sont opposés au congé de maternité harmonisé à 20 semaines partout en Europe et rémunéré à 100%. Ils sont contre un salaire égal entre les femmes et les hommes à compétences égales. L'eurodéputé frontiste Dominique Martin a défendu en séance la **« liberté des femmes de ne pas travailler et de s'occuper de leurs foyers »**.

Conditions de travail

sur les attaques contre les eurodéputé.e.s frontistes sont indicats. Lors du vote de la s affaires Alstom et Caterpil- et elles ont rejeté une série à renforcer les droits des sala- tant.e.s face aux restructura- ts boursiers. Cette résolution laquelle les eurodéputé.e.s andait notamment « aux États place une protection sociale ns de travail et des salaires ailleurs de vivre dignement, e la législation ou de conven- surer une protection efficace s abusifs. ».



La migration : une obsession pour le RN

Les eurodéputé.e.s FN vont systématiquement voté contre les textes présentés en commission liberté civile, justice et affaires intérieures, rejetant les propositions concernant la relocalisation des demandeurs d'asile entre États membres et s'opposent à la réinstallation des réfugié.e.s depuis un pays tiers.

Considérant que « l'Europe est une passoire », les eurodéputé.e.s RN veulent abroger l'espace Schengen et rétablir les frontières nationales. Lors du vote pour renforcer les contrôles aux frontières à l'extérieur de Schengen proposé par Bruxelles après les attentats de Paris, MLP était absente et les autres se sont abstenu.e.s sauf un qui a même voté contre. Le FN/RN n'est est visiblement pas à une exception près ! Pour la petite histoire les eurodéputé.e.s frontistes ont même voté contre une directive proposée après les attentats du Bataclan qui visait à interdire les ventes d'armes semi-automatiques.

En des droits sociaux

urodéputé.e.s du FN/RN ont voté contre la proposition de créer un « socle européen des droits tter contre le dumping social en formalisant un seuil minimal des droits sociaux en deçà desquels e devraient pas descendre. Les eurodéputé.e.s d'extrême-droite ont considèrent que c'est une à la souveraineté nationale...visiblement au détriment des salarié.e.s ! On reconnaît bien là leurs



Lutte contre les groupes fascistes et néo-nazis

Contre

Le 25 octobre 2018, le parlement européen vote une résolution portant sur la montée des violences néofascistes en Europe.

On y trouve notamment : « Le Parlement Européen s'alarme de la normalisation, qui va croissant, du fascisme, du racisme, de la xénophobie et d'autres formes d'intolérance au sein de l'UE [...] Le PE s'inquiète particulièrement de la violence néofasciste qui touche la société dans son ensemble et qui vise en particulier les minorités, notamment les européens noirs et les personnes d'origine africaine, les juifs, les musulmans, les roms, les ressortissants de pays tiers, les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenre et intersexués et les personnes handicapées [...] Le PE demande aux états membres de suivre les recommandations du conseil de l'Europe pour faire barrage aux manifestations de néonazisme et d'extrémisme de droite. »

Les eurodéputé.e.s RN ont voté contre, ce qui marque une fois le plus la connivence entre ce parti et les groupuscules néofascistes et d'extrême-droite.

**NB : Cette fiche s'appuie en grande partie sur l'article du site Bastamag « Au Parlement européen, les votes méprisants du FN et de Marine Le Pen à l'égard des travailleurs », d'avril 2017, ainsi que sur des articles de Médiapart, puis d'un article du Monde.fr « L'activité réelle du FN au Parlement européen sous la loupe d'une eurodéputée PS », de mars 2017 et enfin de citations du livre de Pervenche Bérès « Son vrai visage. Témoignage sur le FN au parlement européen » de mars 2017.*

Retrouvez l'ensemble de nos fiches Europe sur notre site



www.visa-isa.org

@assovisa

association visa



+
Vous voulez en savoir plus ?
Retrouvez un dossier encore plus complet sur notre site.





AUTRICHE

UNE EXTRÊME-DROITE ANCRÉE DE LONGUE DATE

#6

L'Autriche fait partie des pays l'Union européenne où une formation d'extrême droite participe actuellement au pouvoir, aux côtés de l'Italie, la Bulgarie, l'Estonie... Le principal parti d'extrême droite du pays, qui est quasiment sans concurrence sur ce flanc politique depuis l'interdiction (en 1988) du NDP ou « Parti national-démocrate » - au profil plus radical mais plutôt groupusculaire -, est le FPÖ ou « Parti de la liberté d'Autriche ».

La traduction française, que l'on trouve parfois dans la presse francophone, de « Parti libéral autrichien » est rigoureusement fautive. L'adjectif *freiheitlich*, qui peut se traduire grossièrement par « de la liberté », a une longue tradition dans la droite pangermanique et pré-nazie du pays et ne signifie pas « libéral ».

Les origines du parti

Le FPÖ a été de fait créé de fait à partir juin 1955 et a tenu son congrès fondateur en avril 1956. Son premier président - jusqu'à sa mort en 1958 - était Anton Reinthaller, ancien ministre de l'agriculture du gouvernement nazi qui acta l'Anschluss (le rattachement à l'Allemagne nation-socialiste) en 1938, puis secrétaire d'État à l'agriculture dans le gouvernement hitlérien à Berlin jusqu'en 1945. La création du FPÖ résulte d'une transformation d'un précurseur fondé en 1949 sous le nom de VdU ou Verband der Unabhängigen (Fédération des indépendants), qui n'était officiellement pas un parti politique. La raison en était que l'Autriche avait un statut de pays occupé par les Alliés - USA, Royaume-Uni, France et URSS - jusqu'en 1955, année de conclusion du Traité de neutralité qui a redonné sa souveraineté à la « République alpine » comme le pays est souvent désigné. Le contrôle des Alliés sur la politique intérieure autrichienne visait avant tout à empêcher toute reconstitution du parti nazi, sous quelque forme que ce soit. C'est ainsi qu'une partie des anciens militants nazis, ceux qui n'avaient pas rallié l'un des grands partis, se réfugiait dans le « parti qui n'était pas un parti », la « Fédération des indépendants » prétendument apolitique. Lorsque le contrôle allié fut levé en 1955, celle-ci pu alors entamer sa transformation en parti politique.

Pendant longtemps, ce dernier a porté un héritage nazi plutôt peu dissimulé, mais à partir de la fin des années 1960 et le milieu des années 1980, ses dirigeants affichèrent un profil plutôt libéral (ce qui occasionna la scission du NDP, qui fera ultérieurement l'objet d'une dissolution forcée), jusqu'à entrer dans un gouv-

en bref



POPULATION : 9 M d'habitants



PRINCIPALE FORMATION D'EXTRÊME-DROITE
FPÖ «Parti de la liberté d'Autriche»



SCORES AUX DERNIÈRES ÉLECTIONS :
Élections européennes 2014: **20%** ↑
Élections législatives 2017: **26%** ↑



PERSONNALITÉ POLITIQUE :
Heinz-Christian Strache

social-libéral en 1983 avec la social-démocratie autrichienne. La base électorale du parti se rétrécissait en même temps. C'est avec le congrès très tendu de septembre 1986 à Innsbruck, où Jörg Haider - décédé en octobre 2008 - prit la direction du parti pour une vingtaine d'années, que l'extrême droite a clairement (re)pris le contrôle du FPÖ.

Du même coup, le parti retourna dans l'opposition. Mais il a eu plus tard l'occasion de participer à des gouvernements de coalition avec la droite, de février 2000 jusqu'en 2005/06 puis, à nouveau, depuis la mi-décembre 2017 jusqu'à maintenant.

Participation au gouvernement

Cette fois-ci, sous la conduite du jeune chancelier conservateur Sebastian Kurz, il a obtenu plusieurs postes-clés : la Défense, les Affaires étrangères et l'Intérieur. Le chef du FPÖ, Heinz-Christian Strache, étant devenu « vice-chancelier », numéro deux du gouvernement.

Le FPÖ, à travers ses ministres, aura ainsi la main haute sur l'ensemble des services de police, de renseignement et l'armée. Ce qui a déjà produit certaines conséquences.

Le 09 mars 2018, une unité de police, sur ordre du parquet financier, a mené une perquisition au siège du service de renseignement et de contre-espionnage BVT (« Bureau pour la protection de la constitution et la lutte contre le terrorisme »). Le prétexte officiel était fourni par une affaire de corruption impliquant trois membres du BVT. Cependant la perquisition n'était pas menée par une brigade financière, comment l'aurait voulu la logique des choses, mais par une unité qui s'occupe normalement de la sécurité sur la voie publique... dirigée par un cadre du FPÖ. Les documents saisis n'avaient d'ailleurs pas de rapport, selon



le BVT, avec l'affaire qui avait fourni le prétexte. Le responsable politique de cette opération était le ministre de l'Intérieur d'extrême droite, Herbert Kickl.

Les services perquisitionnant le siège du BVT semblaient surtout s'intéresser aux documents relatifs aux milieux néo-nazis et l'extrême droite violente (en partie liés au FPÖ) d'un côté, aux relations avec la Russie, de l'autre côté. Or, le FPÖ entretient une coopération structurelle avec le parti « Russie Unie » de Vladimir Poutine, et les soupçons d'un financement dissimulé par le régime russe existent. La ministre des Affaires étrangères, sans appartenance partisane mais nommée par le FPÖ, Karin Kneissl, a d'ailleurs eu l'idée d'inviter personnellement le président Poutine - qui est aussi venu - pour assister à son mariage, le 18 août 2018 à Gamlitz en Autriche. L'Autriche suscite, depuis, la méfiance de certains de ses alliés occidentaux. Le « Club de Berne », organisme qui coordonne les services de renseignement dans le cadre de l'Union européenne, avait ouvertement évoqué en juin 2018 l'idée d'une suspension de la coopération avec l'Autriche. Le 07 septembre 18, le ministre Kickl a d'ailleurs dû publiquement reconnaître que suite à l'affaire de perquisition du BVT, il avait dû prendre des mesures afin de rassurer certains partenaires, pour ne pas voir son pays coupé des informations fournies par des services de renseignement alliés.

Mesures anti-sociales du gouvernement et démagogie sociale du parti

En politique intérieure, le principal point de discord, qui a divisé non seulement la société autrichienne mais aussi l'électorat du gouvernement lui-même, a concerné la nouvelle « Loi numéro 303/A » sur le temps de travail. Son symbole est devenu « la journée des douze heures », symbole largement contesté, y compris dans les rues puisque 80.000 à 100.000 manifestant/e/s ont battu le pavé à appel du ÖGB - de la Confédération autrichienne des syndicats -, le 30 juin 2018 à Vienne. Le véritable objet de cette loi, très contestée, n'est pas tant l'allongement du travail

en soi, dans la mesure où il a toujours existé en Autriche : le travail intérimaire étant quasiment inexistant dans ce pays comme « tampon » pour le patronat, les employeurs font face aux pics de production en ayant recours aux heures supplémentaires. Mais celles-ci étaient accompagnées de primes qui risquent de disparition suite à l'adoption de la loi, réduisant la rémunération de certains salariés de plusieurs centaines d'euros par mois.

Le FPÖ s'était politiquement construit, depuis que sa direction avait été prise en septembre 1986 par le courant d'extrême droite, en dénonçant ce compromis institutionnalisé et notamment la AK, au nom de « la lutte contre la bureaucratie et la corruption ». Avec des accents de Robin des bois anti-corruption et pseudo-rebelle, le parti s'était en réalité surtout fait la fer de lance d'une offensive libérale contre le mouvement ouvrier institutionnalisé et incorporé à l'Etat.

Or, depuis 1995 et avec le déclin de l'Etat social, le FPÖ effectua un tournant vers une certaine démagogie sociale à la tonalité anti-libérale, plus ou moins « socialisante » et protectionniste. Même si, en 2017, au cours des préparatifs des élections législatives du 15 octobre de la même année, l'actuel chef du FPÖ, Heinz-Christian Strache, avait fait le choix stratégique de largement abandonner la démagogie sociale et anti-libérale. Ceci en considérant qu'avec un discours trop axé sur le social, la différence entre le FPÖ dans l'opposition et le parti participant au gouvernement - ce à quoi il se préparait déjà à l'époque - allait ressortir de façon trop flagrante, ce qui risquait de coûter au parti une bonne partie de son électorat, à terme.

C'est d'ailleurs ce qui était arrivé au FPÖ après son entrée au gouvernement en 2000, dans la mesure où il passait de 27 % des voix (législatives d'octobre 1999) à 10 % des voix (législatives anticipées en novembre 2002) voire même à 6 % (scrutin européen de juin 2004), avant de remonter plus tard jusqu'à 26,0 % aux législatives du 15 octobre 2017.

Ainsi, en tant que chef du FPÖ, Strache avait décidé de retourner, à l'été 2017, à un discours largement plus pro-patronal. Mais jamais, la concertation sociale - fortement ancrée en Autriche, pays d'un compromis de classes institutionnalisé, au moins jusqu'aux années 1990 - n'avait été autant méprisée que cette fois-ci. En ce qui concerne la nouvelle loi sur le temps de travail, le projet de loi sur le temps de travail fut déposé le 14 juin 2018 et adopté... le 04 juillet 2018, donc moins de trois semaines après. Elle est appliquée depuis le 1er septembre 2018. Autant dire qu'il n'y a eu aucune négociation. La ministre des Affaires sociales, qui a présenté le projet de loi au parlement, appartient au FPÖ.

Cette loi a créé quelques remous jusqu'au sein des partis gouvernementaux, puisque le parti conservateur et chrétien-démocrate ÖVP s'appuie sur une base sociale largement définie par l'appartenance au catholicisme (pratiquant). Or, en l'occurrence, l'Eglise catholique avait en bonne partie pris position contre la future loi, ce qui affecte au moins la base du ÖVP. Aussi la « fédération des salariés et salariées d'Autriche » (ÖAAB), qui constitue l'une des six branches organiques du parti ÖVP, a-t-elle connu une vague de départ de dirigeant/e/s, dans la foulée. Concernant le FPÖ, la ministre du Travail - Beate Hartinger-Klein - appartient au parti d'extrême droite, dont une représentante se trouvait donc en première ligne lors de l'adoption de la « réforme ». Or, au congrès régional du FPÖ en Basse-Autriche (la région qui entoure la capitale Vienne), des délégués/e/s en vinrent aux mains, à propos du sujet. A la suite, plusieurs dirigeants locaux du parti l'ont quitté.

Malgré les dissensions assez sérieuses au sein de la société, le gouvernement peut toujours compter - au cas où son maintien ou sa chute seraient mis en jeu - sur le soutien d'environ 60 % de l'électorat. Le 15 octobre 2017, ses deux partis avaient respectivement recueilli 31,5 % (pour l'ÖVP) et 26 % (pour le FPÖ). Une certaine érosion de l'adhésion politique au FPÖ s'observe, mais elle est très loin d'être aussi forte que sa chute dans l'opinion entre 2000

et 2004, au cours de la période de sa dernière participation au gouvernement fédéral.

Discours sur l'immigration

Bien entendu, en agitant en permanence le thème de l'immigration, en l'associant à « l'invasion », à « l'insécurité », et en ce début 2019 aussi particulièrement au sujet de la violence faite aux femmes -, le ministre de l'Intérieur Herbert Kickl regagne, au nom du FPÖ, périodiquement les faveurs de l'opinion publique. Un peu à l'instar de Matteo Salvini en Italie, les mesures parfois musclées en matière de lutte anti-immigration, qui permettent à Kickl et son entourage de surnager face au risque de perte de popularité d'un FPÖ aux responsabilités gouvernementales.

Cependant, le gouvernement droite / extrême droite rencontre aussi certaines oppositions au sein de la société sur ces sujets. En 2018, des mobilisations locales avaient lieu pour refuser le renvoi dans leur pays d'origine de certaines familles immigrées. Dans la Vorarlberg (région de l'extrême ouest de l'Autriche, frontalière avec la Suisse et l'Allemagne), cela impliquait des milieux de droite chrétiens ; au Tyrol, autre région autrichienne, c'est même des membres de la base du FPÖ qui ont manifesté contre des mesures de reconduite à la frontière. Ces mobilisations concernaient des familles d'immigrés bien intégrées localement, notamment dans le milieu scolaire. Il est vrai qu'elle n'annihilent pas, par ailleurs, les effets du discours raciste du FPÖ, mais en atténuent la portée au quotidien sur le plan local et suscitent certaines contradictions.



Heintz-Christian Strache

C'était le président du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) de 2005 à 2019. Il est aussi député au Conseil national depuis 2006 et vice-chancelier de la République d'Autriche depuis 2017. Prothésiste dentaire de formation, ce qui explique certainement ce sourire carnassier, Heintz-Christian Strache est celui qui a réussi à capter l'héritage de Jörg Haider, l'ancien leader du FPÖ et figure notoire de l'extrême-droite, après son décès dans un accident de voiture. Avec Strache à sa tête, le FPÖ bat des records aux différentes élections ce qui va conduire l'extrême-droite à participer une nouvelle fois au pouvoir. Il tient un discours extrêmement violent envers les Musulmans qu'il accuse d'être une cinquième colonne. C'est aussi dans ce sens qu'il se sert de la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne comme d'un épouvantail, qualifiant le pays de cheval de Troie de l'islamisme.

Le 18 mai 2019, il doit démissionner du FPÖ a quelques jours seulement des élections européennes. Ce qu'on appelle l'affaire «IBIZA» risque d'avoir des conséquences politiques importantes. Piégé par une caméra cachée lors d'un séjour à Ibiza, Heintz-Christian Strache explique à une prétendue oligarque russe comment elle pourrait financer de façon occulte son parti tout en rachetant un grand quotidien national. Le scandale est en train de se transformer en crise politique puisque le chancelier Sebastian Kurz a annoncé dans la foulée des élections législatives anticipées. **Une deuxième sortie de route pour le FPÖ ?**

Les législatives anticipées en Autriche auront probablement lieu début septembre 2019, selon la volonté du président fédéral Alexandre Van Der Bellen, ce serait 22 à 23 mois après le dernier scrutin législatif du 15 octobre 2017 et vingt mois après la formation de la coalition.

Retrouvez l'ensemble de nos fiches Europe sur notre site



www.visa-isa.org



@assovisa



association visa



Vous voulez en savoir plus ?
Retrouvez un dossier encore plus complet sur notre site.

FICHES EUROPE de VISA / n°6





POLOGNE

QUAND L'EXTRÊME-DROITE GOUVERNE

#7

La Pologne peut être considérée comme un exemple de ce que produit l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite dans un état. Même si sa ligne particulière reste très ancrée dans l'histoire politique et culturelle du pays, il faut absolument s'intéresser à son actualité depuis 2015 et ainsi l'opposer à ceux qui espèrent une « normalisation » du fascisme lorsqu'il parvient au pouvoir.

Droit et justice, histoire d'une prise de pouvoir

La prise du pouvoir par le Pis (Droit et Justice) en 2015 et l'aboutissement d'une trajectoire faite de hauts et de bas car l'opinion publique du pays n'a pas toujours plébiscité ce parti d'extrême droite. Lech Kaczynski remporte les élections présidentielles en 2006 et son parti peut entrer au gouvernement. Mais cette coalition fragile fait long feu. Malgré cela la figure emblématique du parti conserve son siège de Président de la République dans le cadre d'une cohabitation. L'accident de l'avion présidentiel polonais près de Smolensk en 2010 constitue un fait majeur de l'histoire politique de la Pologne contemporaine. Le président et une importante délégation (une centaine de personnalités polonaises) trouvent la mort alors qu'ils se rendent à la commémoration du 70ème anniversaire du massacre de Katyn (invités par les autorités Russes, une première historique). Cet événement va provoquer un véritable choc psychologique national dont le Pis, et en particulier le frère jumeau du président décédé, Jaroslaw Kaczynski, ne vont pas hésiter à s'emparer. On assiste durant les années qui suivent à une communication macabre de l'extrême droite jusqu'à l'élévation d'un monument en 2018. Cette communication rejoint une vision idéologique de l'Histoire de la Pologne : une nation héroïque mais martyre. Cette propagande permet de structurer le champ politique national-conservateur du pays. Le Pis remporte les élections en 2015 et gouverne le pays jusqu'à aujourd'hui.

Nature du Pis : une extrême droite

Le Pis (Droit et Justice) s'appuie sur une doctrine nationaliste, conservatrice et autoritaire. Cette doctrine se structure sur le catholicisme très puissant en Pologne et sur la peur historique du grand voisin russe. La Pologne s'est tournée vers l'ouest, dès la chute du mur (entrée dans l'UE et dans l'OTAN) et le Pis au pouvoir n'a jamais caché sa vision atlantiste dans l'application de sa politique étrangère. Dernier exemple : le projet d'une imminente installation d'une base étasunienne (le président polonais a même proposé qu'elle prenne le nom de Donald Trump !).

en bref



POPULATION : 38 M d'habitants



PARTI AU POUVOIR : Pis (Droit et Justice)
au départ, parti de la droite conservatrice



SCORE AUX EUROPEENNES 2014 : 13%
SCORE AUX LEGISLATIVES 2017 : 13,1%



PERSONNALITE POLITIQUE :
Lech Kaczynski

Ce récent tropisme trumpien aboutit à un rejet total d'une politique écologique. La croissance économique de ces dernières années et le besoin de main d'œuvre ont contraint les autorités à définir une politique migratoire choisie, privilégiant l'arrivée de travailleurs blancs et chrétiens.

L'extrême droite à l'exercice du pouvoir : le cauchemar mis en application

Depuis son accession à la tête de la Pologne le Pis n'a pas remis en cause sa ligne politique. On assiste à l'application d'un programme nationaliste, autoritaire et conservateur. Il va sans dire que l'exemple polonais aurait la « vertu » de faire taire ses nombreux opposants, dont certains minimisent la dangerosité de l'extrême droite en se persuadant qu'elle se normalise au contact de la démocratie et de ses contre-pouvoirs lorsqu'elle arrive aux affaires, ou disparaît très rapidement dès qu'elle tente d'appliquer son programme.

Pour résumer le Pis a clairement remis en cause la démocratie en Pologne en appliquant une forme de révolution conservatrice tout en cherchant à neutraliser l'ensemble des contre-pouvoirs. Ces quatre dernières années ont vu le recul de l'ensemble des acquis démocratiques et sociétaux : l'exécutif a pris le pouvoir sur le législatif, les médias ont été mis au pas, la justice considérablement entravée (voir ci-dessous). Si l'UE a maintes fois signalé être alertée par les lois successivement mises en place par le pouvoir, son influence reste dérisoire et d'éventuelles sanctions sont impossibles, car l'unanimité de ses membres est nécessaire pour les appliquer (d'où l'intérêt de la Pologne d'appartenir au « Groupe de Visegrád », voir ci-dessous). Sur le plan national le Pis au pouvoir n'hésite pas à marcher sur les plates-bandes des groupuscules ultra-nationalistes. Le 11 novembre 2018 le gouverne-



ment et le président défilent pour le centenaire de l'indépendance du pays dans la même manifestation que les phalangistes du camp national-radical et des représentants du parti néo-fasciste italien Forza Nuova. Malgré ce fait, on observe des dissensions entre le Pis et les ultra-nationalistes, en particulier sur l'antisémitisme. Par exemple : la manifestation du 11 mai 2019 contre la restitution des biens juifs, pourtant approuvée par le Pis au pouvoir.

Appartenance à Visegrád et positionnement au sein de l'Union Européenne

La Pologne est membre du « Groupe de Visegrád », club informel de quatre états : Hongrie, Slovaquie, République Tchèque et donc Pologne. Créé à la chute du « Rideau de fer » afin que l'Europe centrale puisse s'intégrer sereinement au sein de l'UE, ce groupe avait été laissé en jachère au début des années 2000. Il a été réactivé, en particulier sous l'influence du hongrois Victor Orban en 2015 lors de la « crise migratoire ».

Il s'agit, à ce moment-là, de peser sur les institutions européennes afin d'éviter la mise en place d'une politique de répartition obligatoire des migrants entre les membres de l'UE. Cette position ouvertement anti-migrants sera réitérée à de nombreuses reprises ces quatre dernières années. On notera qu'en juillet 2017 le sommet de ce Groupe accueillera Benyamin Netanyahu, en tant qu'invité. Rien de surprenant, tant on constate que le Premier Ministre israélien fascine une grande partie de l'extrême droite européenne (en particulier celle qui choisit les musulmans pour ennemis prioritaires). La Pologne du Pis est donc parfaitement à l'aise dans le « Groupe de Visegrád » qui, en plus de ses positions anti-immigrés, se montre ouvertement homophobe, islamophobe, antiféministe et, face à Bruxelles, farouchement anti-fédéraliste. Cette vision eurosceptique reste cependant un affichage ambigu, car la Pologne est la grande bénéficiaire des fonds européens de ces dix dernières années (60 % des fonds publics du pays !).fluence du hongrois Victor Orban en 2015 lors de la « crise migratoire ».

Quelles résistances face au Pis ?

Juillet 2017 : immenses manifestations dans plus de 140 villes polonaises face aux quatre lois liberticides. L'application de ces lois pouvaient potentiellement permettre au ministre de la Justice de posséder plus de pouvoirs que le président de la république. Le président Andrzej Duda, percevant que son autorité pouvait être remise en question par ces lois mais également par la puissance des protestations populaires, utilise son veto pour deux des quatre textes. Cet épisode montre qu'il n'y a pas une totale homogénéité au sein du Pis : Andrzej Duda, par cette prise de position individuelle, montre clairement son opposition à la ligne du Pis et de Jaroslaw Kaczynski qui n'est pas au gouvernement mais qui tire les ficelles du pouvoir depuis 2015.

Cela montre également qu'il existe, au sein de la société civile polonaise, une frange de plus en plus importante de la population opposée à la politique du Pis. Cela s'est également vu lors de la sortie du film Kler (le clergé), dont le succès immédiat prouve que de nombreux polonais connaissent et désapprouvent les liens entre le pouvoir et une église corrompue et influente qui protège des prêtres pédophiles depuis très longtemps. Par ailleurs, la vie politique polonaise est en pleine reconstruction et l'opposition reste divisée entre le PO de Donald Tusk (en perte de vitesse) et une gauche désunie (en attendant les résultats de Wiosna, nouvelle organisation de gauche, le 26 mai).



www.visa-isa.org



@assovisa



association visa



Vous voulez en savoir plus ?
Retrouvez un dossier encore plus complet sur notre site.





ANALYSE

QUEL PROGRAMME EUROPEEN POUR LE RN ?

#8

Les élections européennes sont pour le RN un enjeu central: déjà arrivé en tête en 2014, ce fut à nouveau le cas ce 26 mai 2019. Son score très élevé participe ainsi à le maintenir comme un des premiers partis en France, d'un point de vue électoral. Sa crédibilité s'en retrouve renforcée, et c'était là tout l'objectif de ce scrutin. Cette audience sera bien entendue alimentée par l'aggravation des politiques menées par Macron, que ce soit sur le plan social, sur celui du droit du travail, de l'immigration et bien entendu sur l'aspect de la répression.

Le discours contre l'UE actuelle, mené par le RN est malheureusement très porteur à plusieurs titres:

- Pointer du doigt les politiciens sans remettre en cause l'économie de marché et le système capitaliste en lui-même.
- L'UE serait responsable (avec les migrants) de tous les maux.
- Mettre en avant un discours anti-américain
Promouvoir de nouvelles alliances intra-européennes (Italie, Hongrie, Pologne...) et extra-européennes (Russie).

Si le FN/RN a longtemps affiché son « euroscepticisme », il a évolué au fur et à mesure du temps pour s'afficher aujourd'hui « plus européens que les européistes ». Il n'est plus question aujourd'hui ni de sortir de l'Euro, ni de réclamer haut et fort un « Frexit » comme MLP le faisait encore il y a peu. Pas un mot de tout cela dans leur « Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe », qui fait office de programme de campagne, de 75 pages, pour les élections européennes de 2019.

L'objectif aujourd'hui pour le RN est de porter le projet de l'Alliance Européennes des Nations. En 2017, le FN portait le projet d'Europe des Nations Indépendantes, en 2018, celui d'Union des Nations Européennes, et aujourd'hui donc d' l'Alliance Européennes des Nations.

Quel que soit le nom que le RN va lui donner, c'est bien d'une Europe fermée dont il s'agit : « L'Europe trouvera sa forme politique en rétablissant ses frontières nationales et en fixant sa frontière extérieure notamment en bornant son élargissement, quitte à se séparer de ce qui n'est pas elle (...) Il n'est pas donné à tous les pays d'être membres de

dans les discours

2014

« Je ne me sens pas Européen. Au sein de l'Union européenne, c'est européiste, certainement pas ! Mais qu'est-ce que ça veut dire, 'Européen' ? Je me sens Français. La France est ma patrie et mon avenir »

Florian Philippot

2019

« Parce que nous sommes Français, attachés à la liberté française, à la terre de France, à l'unité de notre patrie, nous sommes Européens. »

extrait du manifeste du RN.

l'Alliance Européenne des Nations. La géographie, l'histoire, la civilisation en décident. Cette exigence d'une définition de l'Europe est la nôtre. »

L'Europe Civilisation

La vision européenne défendue par le RN est basée sur des supposées racines et valeurs communes, qui ne sont faites que pour, en réalité, mieux exclure. Voici ce qui est dit dans l'introduction du Manifeste : « L' Alliance Européenne des Nations » que nous voulons promouvoir repose sur la liberté, cette valeur fondatrice de notre civilisation née d'Athènes et de Rome. » Ou bien encore, avec plus de clarté, dans le Projet du RN pour les élections européennes (qui est une version courte du Manifeste) : « Les nations d'Europe ont en commun des valeurs de civilisation, des racines et une histoire commune qu'elles puisent dans la Grèce et la Rome Antique puis la Chrétienté et l'humanisme de la Renaissance ».

En clair, toutes celles et ceux qui ne se réclament pas de ces valeurs communes (suivez leur regard !), vous pouvez partir...ou plutôt les fascistes vous feront partir !



« L'Europe-civilisation » : le plus grand dénominateur commun des extrêmes-droites européennes ?



1.

C'est la construction de l'Europe « pour la protection de la civilisation européenne », blanche et chrétienne, contre les autres civilisations, et en premier lieu l'islam. Dans ce contexte, le clivage n'est plus tant entre « nationalistes » et « europhiles » qu'entre plusieurs idées de l'Europe. Celle des extrêmes-droites repose bien entendu sur l'ethnisme et il est important de comprendre que cette « nouvelle idée » est en train de faire l'objet d'un consensus à travers l'Europe parmi les différentes extrême-droites européennes. C'est donc un facteur d'unité, ou du moins d'union.

Sur ce point, ce n'est pas du tout l'extrême-droite française qui est en pointe. Cette idée a en grande partie émergée en Hongrie sous l'impulsion de Victor Orban qui utilise cette doctrine pour renforcer son leadership dans toute l'Europe centrale. Celui-ci déclare lors d'un discours à l'université des Hongrois de Roumanie : « La génération anticomuniste, chrétiennement engagée, de sensibilité nationale arrive maintenant dans la politique européenne. Il y a trente ans, nous croyions que l'Europe était notre avenir. Nous croyons aujourd'hui que c'est nous qui sommes l'avenir de l'Europe. »

L'Alliance Européenne des Nations aura donc le devoir de protéger les peuples, selon le Manifeste du RN, car : « Jamais tant de menaces de plus en plus oppressantes n'ont pesé sur les citoyens des pays européens : l'islamisme radical comme le chaos provoqué par la submersion migratoire voient la remise en cause de nos modes de vie, de nos traditions et même de nos valeurs de civilisation. Des quartiers entiers, des villes, des parties de départements sont des espaces « en sécession », devenus non pas des zones de non-droit puisqu'il s'y applique une autre loi que celle de la République, mais des « zones de non-France. » Cette vision fantasmée du RN, totalement contredite par l'ensemble des études concernant les mouvements de population et leurs conséquences a pour seul et unique but de faire peur et d'unir sur des bases racistes contre un ennemi commun !



L'UE est pour le RN responsable de tous les maux des français et des peuples d'Europe en général ! L'idée de l'Alliance européenne des Nations est de substituer à l'Union Européenne une forme de coopération entre les nations d'Europe sur la base du libre consentement de chacune et une autonomie pleine et entière dans tous les domaines. Le droit européen supranational serait aboli. Il ne s'agit donc même pas d'une forme fédéraliste, il s'agit purement et simplement de la disparition de l'Europe au sens d'une entité politique.

Extrait du Manifeste : *« En toute logique, l'Alliance Européenne des Nations n'entendra pas être ou fonctionner comme une entité étatique, mais strictement comme une structure de coopération interétatique (...); La coopération intergouvernementale s'oppose au principe de supranationalité ou de fédéralisme en ceci qu'elle laisse pleine et entière liberté aux Nations de s'associer ou non dans des projets communs. »*

L'Alliance européenne des Nations serait avant toute autre chose une caution morale dont le but premier serait de préserver l'identité et civilisation blanche et chrétienne. Les Nations pourraient unir leurs forces dans cet objectif, sans que ça leur soit imposé.

Le Manifeste explique : *« L'Alliance s'attachera à réaliser les conditions institutionnelles de la liberté des Nations. Parce que le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernements et le Parlement européen détiennent seuls la légitimité démocratique, ils doivent être les organes de décision (...); Instrument technique de second rang, la Commission européenne deviendra le secrétariat général du Conseil, c'est-à-dire un simple secrétariat administratif sans rôle décisionnaire. L'initiative des lois reviendra exclusivement au Conseil européen qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernements légitimement élus dans chacun des pays. » ;*

« Le Parlement européen aura la charge d'examiner, de débattre et de voter tous les traités, textes et directives proposés par le Conseil des chefs d'Etat, et qui seront ratifiés par cette instance après le vote de l'assemblée. Les procédures de vote seront revues et l'unanimité exigée pour l'adoption de toute directive et de tout traité touchant à la souveraineté des Etats. » En clair, tout le pouvoir reviendra aux chefs d'Etat, et comme l'unanimité sera la règle, jamais une seule directive ou un seul traité ne sera ratifié ! Ces chefs d'Etat, nationalistes, de droite extrême ou d'extrême droite ne seront donc jamais inquiétés dans leurs actions au sein de leur Nation.

Ces mêmes chefs d'Etat ne seront non plus inquiétés par les contre-pouvoirs tentant de freiner leurs actions et lois réactionnaires : *« L'Europe vit sous la menace d'un véritable contrôle juridictionnel de sa politique et de sa coopération diplomatique, notamment sous l'action d'ONG ou Fondations qui n'hésitent pas à poursuivre les Etats, au prétexte de faiblesses dans la lutte contre le changement climatique, d'un accueil et accès aux soins restrictifs des réfugiés, etc. La souveraineté des Etats, l'autorité des Etats et une séparation des pouvoirs mise à mal par l'intrusion de la procédure juridique dans le champ politique seront des bases de l'Alliance. »*

Une Europe de la guerre



3.

Le projet du RN est, contrairement à ce qu'il prétend être, un projet guerrier. C'est très clair dans leur Manifeste : « Nous proposerons que l'Alliance Européenne des Nations incite chaque Etat à renforcer de façon coordonnée les moyens de sa défense nationale, pour faire de l'Europe un allié recherché, un partenaire de Défense respecté, une puissance militaire et sécuritaire qui compte. C'est le prix à payer pour reprendre place dans l'histoire. » ; « L'Europe doit réagir pour défendre son propre sol et ses propres intérêts de sécurité. » ; « Parce qu'ils ne veulent plus de la guerre, parce que les Etats-Unis ont généreusement assuré leur défense contre la guerre venue de l'extérieur, les Européens ont massivement renoncé à la faire, à s'y préparer, à la gagner, comme l'Union Européenne a renoncé à se fixer des objectifs stratégiques face aux autres continents et à défendre les intérêts de l'Europe. Ce renoncement vaut sortie de l'histoire »

Au-delà de l'aspect effrayant de ces passages, le RN fait totalement l'impasse sur l'aspect financier de tout cela. Lorsqu'on se donne pour priorité renforcer sa défense nationale, il faut bien puiser les ressources quelques part.

Si nous avons de notre côté une idée, le RN élude, comme à son habitude, totalement cette question ! Puisqu'un projet guerrier ne va pas sans un Etat autoritaire, la réduction drastique des libertés et des contre-pouvoirs, le RN prévient : « En clair, seul un Etat assurant le continuum Défense, sécurité intérieure et Justice, peut offrir aux citoyens cette condition première de la légitimité de toute forme politique, la sécurité globale et donc la liberté. » Puis, un peu plus loin dans son Manifeste, le RN précise que la coopération renforcée entre nations : « pourra par exemple s'exercer en cas de danger terroriste, de catastrophe naturelle, ou d'un de ces nouveaux modes d'agression que sont l'envoi en masse de migrants sur les côtes européennes, l'implantation de réseaux criminels ou l'action d'ONG fragilisant les gouvernements légitimes (SOS Méditerranée pour les migrants, la Fondation Gates pour l'école, Open Society pour la police et la justice). »



Il faut avant tout souligner que, là encore, le RN se place prétendument aux côtés des travailleurs et des pauvres mais à aucun moment, que ce soit dans ces communiqués, ses discours ou ses différents projets électoraux, le système économique n'est remis en cause.

Jamais le système capitaliste en tant que tel n'est remis en cause, les patrons ne sont jamais pointés du doigt, et l'essentiel des tirs se concentre sur la responsabilité des dirigeants nationaux, européens ou extra-européens (en fonction de l'élection, la cible change) parce qu'ils « laissent faire » ! C'est particulièrement limpide dans l'extrait qui suit : « Les Européens ont payé de millions d'emplois détruits la folie du globalisme et des traités de libre-échange. Ils l'ont payée de milliers de brevets pillés, de la casse de leur outil industriel, du chômage de masse et de millions de travailleurs pauvres, ces millions d'Européens qui se lèvent tôt, qui travaillent, mais n'arrivent pas à finir le mois [...] Nous proposerons que l'Alliance rétablisse les principes généraux de la préférence pour les entreprises européennes, pour les marques territoriales, pour l'emploi européen, ce qui rendra ainsi tout son sens au marché européen, protégé par la plus grande rigueur vis-à-vis de l'extérieur. »

Ce qui va primer, c'est l'intérêt de la Nation ou ici de l'Europe : « Des champions nationaux sur le marché européen, des champions européens sur les marchés mondiaux : Les champions nationaux seront incités à partir à la conquête des marchés européens, comme ils le font dans l'industrie, comme ils le font encore trop peu dans les services. [...] Mais quand ils affrontent des géants mondiaux, américains, chinois, ou encore indiens ou russes, chaque fois que l'intérêt stratégique et l'autonomie de l'Europe sont en question et que l'intérêt mutuel des entreprises le commande, les projets communs et les alliances s'imposent pour que des géants européens se battent à armes égales avec leurs vrais concurrents ! Une vue étriquée de la concurrence ne doit pas retarder les coopérations. » Une vision parfaitement limpide de la concurrence à la sauce RN.

C'est une guerre économique que prévoit le RN, qui ne sera jamais favorable aux travailleurs, d'autant plus lorsque l'on sait que celui s'oppose farouchement à l'augmentation du SMIC tout comme il se prononce contre un SMIC européen ! « Jamais les ménages n'ont éprouvé si durement leur perte de pouvoir d'achat, les salariés le poids du chômage, les familles l'incertitude du lendemain, les citoyens l'indifférence d'élites qu'aveuglent leurs propres certitudes. L'Union Européenne qui a fait de la théorie du ruissellement et de la flexibilité professionnelle imposée, des principes d'action, pousse les Etats à effondrer les systèmes sociaux, à abaisser les salaires, à abroger les règles protectrices du droit du travail. »

De « belles » paroles...mais surtout des paroles ! Dans les 75 pages du Manifeste du RN, rien n'est développé de concret pour, par exemple, contraindre les Etats ou les patrons à de meilleures conditions de travail, de salaires etc. Là encore c'est l'UE qui est responsable ! Le modèle économique défendu par le RN est en fait un modèle capitaliste à une échelle nationale avant tout, européenne quand il le faut... dans lesquels les PME ont la part belle : « Tournant le dos au modèle de firmes multinationales, nous proposerons que l'Alliance défende un modèle entrepreneurial dans lequel l'entreprise est territoriale, proche, et prendra ses responsabilités nationales et sociales pour concourir à l'indépendance, à l'autonomie, à la puissance européenne. [...] Nous proposerons que l'Alliance révise la doctrine européenne de la concurrence. Cette dernière devra reposer sur le droit souverain des Nations à décider de leurs échanges commerciaux et politiques commerciales afin de définir les conditions optimales au développement de champions européens à vocation mondiale. » ; « Nous proposerons que l'Alliance incite à ce que les règles de financement et d'accès aux marchés publics soient plus favorables aux entreprises localisées, et que les appellations territoriales bénéficient d'une protection efficace contre les marques commerciales délocalisées. Cela pourra se traduire par le fait qu'une part des contrats publics soit réservée aux PME locales ou régionales. »

Un salaire minimum pour les travailleurs et travailleuses salarié-e-s ?



5.

Certaines listes le proposent (avec des nuances), en s'accordant sur un niveau de rémunération minimum à l'échelle de l'Union européenne, afin d'éviter que le dumping social mette le plancher vraiment trop bas ? Mais pas le RN qui pointe, en la matière, un prétendu risque majeur : « Cette harmonisation aboutirait en pratique à l'effondrement des salaires et donc du pouvoir d'achat dans les pays d'Europe occidentale. » Avant de s'offusquer bruyamment : « Mme Loiseau, la tête de liste LREM, défend l'idée d'un SMIC européen : il faudrait qu'elle en explique aux Français les conséquences qui en résulteraient sur leur niveau de vie ! »

C'est bien connu, c'est le fait de fixer un minimum en matière salariale qui abaisse les rémunérations... au moins dans cette logique. Et pas le dumping social, donc ? La réalité est, évidemment, tout à fait différente. C'est, tout d'abord, l'absence d'un plancher et la compétition qui tirent les salaires vers le bas. Les modèles évoqués dans le débat public, quelles que soient leurs limites ou quels que soient leurs défauts, ne visent pas à tirer les SMIC les plus élevés vers le bas, mais les moins élevés vers le haut.

Un modèle écologique ?

Comme pour de nombreux sujets, la vision écologique du RN est avant tout une vision où le local est mis en avant. Cela lui sert tout, dans sa communication écrite et visuelle, à mettre en avant nos belles campagnes et nos beaux petits villages français.

Car l'écologie est mise à mal, selon le RN, par l'immigration. Oui oui, là aussi les migrants sont les boucs émissaires tout trouvés : « Elle (la civilisation écologique) est menacée par l'idéologie du nomadisme dont l'immigration de masse en est une manifestation, idéologie qui impose un modèle déra-

En ce qui concerne l'idée d'un salaire minimum européen ou transnational, elle n'est, bien entendu, pas un remède en soi. Toute la question sera de savoir le niveau du minimum envisagé (dans les projets les plus communément discutés, il se calculerait dans chaque pays européen en pourcentage du salaire médian mesuré), quels seront ces mécanismes de réévaluation - compensation de l'inflation ?, à quelle périodicité ?, « coups de pouce » ?, possibilité d'un débat politique régulier sur le niveau du salaire minimum ? -, et sur quelle base de comparaison il sera calculé. Le FN refusait, historiquement, l'existence d'un SMIC en France ; or, depuis son tournant du libéralisme économique (cher à Jean-Marie Le Pen dans les années 1980) vers la démagogie sociale et un discours national-social et protectionniste (à partir des années 1990), il s'est fait à l'idée d'en admettre le principe, même s'il continu à refuser son augmentation. Aujourd'hui, en refusant l'existence d'un SMIC européen, il retrouve ses positions d'origine !



7.

ciné d'exploitation des territoires sans transmission et sans responsabilité. ».

Car la vision de la société écologique, selon le RN est celle là : « Nous proposerons que l'Alliance encourage la transmission familiale des droits de propriété du sol et des ressources comme voie royale de la société écologique ; les meilleurs gardiens de la nature sont ceux qui ont reçu leur territoire des générations avant eux, et qui veulent les transmettre aux générations après eux, après les avoir enrichis. »



Un projet raciste

Pour commencer, si certain.e.s doutaient encore que le RN était nostalgique du temps des colonies, vous pouvez être « rassuré.e.s », c'est bel et bien toujours présent dans son ADN : *« Trop souvent, la politique extérieure et de coopération de l'Union Européenne ignore les liens historiques, linguistiques, culturels et notamment ceux unissant la France à tant de pays africains. Comment expliquer autrement les choix aberrants donnant à des agences de développement parlant allemand, anglais, ou suédois, la responsabilité de l'aide européenne à des pays francophones unis par une relation multiséculaire à la France ? »*

Le projet raciste d'Alliance européenne des Nations se fait sous couvert de lutte contre l'immigration, bien entendu, mais aussi de rejet du multiculturalisme : *« Refuser l'injonction multiculturaliste : L'Alliance Européenne des Nations considèrera que l'injonction faite aux Nations européennes de devenir multiculturelles constitue une agression contre laquelle toute l'Europe doit organiser la résistance. Le modèle de société anglo-saxon n'a pas vocation à devenir le modèle imposé. C'est un constat, partout dans le monde, les sociétés multiculturelles sont les plus violentes, les plus criminelles, les plus divisées en communautés hostiles. » ;*

« Dans le cadre de l'Alliance, chaque Nation européenne aura le droit d'affirmer et de faire respecter sa singularité historique ou culturelle. Elle sera légitime à promouvoir les principes d'unité nationale qui lui sont propres. ».

Bien plus qu'un projet raciste, c'est un projet fasciste décrit ici, car l'unité nationale décrite ici se fait sur des bases culturelles, ethniques et religieuses. Bien entendu, une des cibles prioritaires du RN dans ce grand projet raciste est la lutte acharnée contre l'immigration. Elle passera par la fermeture des frontières nationales et européennes mais aussi par la mise au pas d'ONG de solidarité avec les migrants que le RN rend complices des réseaux mafieux de passeurs. Le Manifeste du RN indique : *« C'est un simple décret, signé de manière quasi clandestine en 1976, qui a décidé des règles du regroupement familial, règles qui ont transformé l'immigration de travail en une immigration de peuplement avec les conséquences que l'on sait. [...] L'automatisme du regroupement familial sera supprimée, chaque Nation étant juge de sa politique à cet égard, comme à celui de l'accueil et du statut de réfugié. ».*

Une vision rétrograde et réactionnaire en ce sens qu'elle est ouvertement favorable au droit de propriété du sol, par transmission familiale et donc opposée à toute appropriation collective de la terre, tournée vers les besoins des populations. C'est une vision individualiste qui lui sert à mettre en avant cette image idyllique du petit paysan, dans sa campagne reculée,

qui transmet à ses enfants. Ce projet n'empêcherait nullement que les agriculteurs.trices soient pris.e.s à la gorge par la loi du marché ! C'est donc une remise en cause totale des moyens de production et d'exploitation dont a besoin, ce contre quoi le RN se bat farouchement à l'image de l'ensemble de son projet ultralibéral !



Dans le Manifeste du RN pour les européennes (75 pages), le mot « femme » n'y est que 3 fois, à chaque fois en lien avec l'islam. Les droits des personnes LGBTI ne sont jamais mentionnés. Dans le Projet du RN pour les européennes (20 pages), le mot « femme » n'y est pas. Les droits des personnes LGBTI ne sont jamais mentionnés.

En revanche, le RN a spécialement sorti un document de 4 pages sur la question des femmes, intitulé : « femmes françaises, fières de nos libertés - Demain, les femmes françaises pourront-elles encore s'habiller comme elles veulent ? ». Sur les 9 points abordés, 7 sont liés à l'islam, visiblement principal responsable de l'atteinte aux droits des femmes.

Un point concerne la difficulté des mères célibataires à vivre dignement ! Sur cette question, le FN/RN c'est régulièrement illustré, avant tout, par son désir de promouvoir le rôle des femmes à rester chez elles ! Par exemple, L'eurodéputé frontiste Dominique Martin a défendu en séance la « liberté des femmes de ne pas travailler » et de « s'occuper de leur foyer », à laquelle il faudrait accorder selon lui une importance au moins égale à celle de l'égalité salariale.

Un point concerne l'inégalité salariale entre hommes et femmes. Le RN explique (c'est son seul commentaire) : « Cette question est en suspens depuis des lustres et personne n'ose s'y attaquer vraiment. ». Ici on lui donnera raison puisque le RN lui-même ne s'y est jamais attaqué, voir l'a combattu comme l'indique le vote de ses eurodéputés au PE.



www.visa-isa.org



@assovisa



association visa

Enfin, on notera un fait nouveau : la question des agressions sexuelles et du harcèlement. Jusqu'ici on n'entendait pas ou très peu le FN/RN en parler. Cependant, la référence à cette question est incluse dans le même encadré concernant celle des horaires de piscine séparés pratiqués par certaines mairies ! Un lien insidieux est ici fait entre les violences faites aux femmes et ces horaires qui seraient aménagés pour les femmes musulmanes, selon le RN/FN. Comprenez : les violences faites aux femmes, agressions et harcèlements, sont le fait des hommes musulmans ! Est-il vraiment besoin de rappeler ici que les violences faites aux femmes concernent toutes les couches et catégories sociales de la société ? Toutes les études à ce sujet le démontrent !

Comme le rappellent l'eurodéputée socialiste Pervenche Bérès dans son livre « Son vrai visage. Témoignage sur le FN au Parlement Européen », ou la journaliste Marine Turchi dans un article plus ancien pour Mediapart, les parlementaires FN/RN s'opposent systématiquement aux efforts du Parlement européen dans ce domaine. Ils « ont voté contre les huit rapports présentés au Parlement européen depuis 2014 visant à renforcer les droits des femmes », écrit Pervenche Bérès. Ils sont opposés au congé maternité harmonisé à 20 semaines partout en Europe et rémunéré à 100 % ; ils sont contre un salaire égal entre les femmes et les hommes à compétences égales. »



+
Vous voulez en savoir plus ?
Retrouvez un dossier encore plus
complet sur notre site.





BILAN

QUELS RESULTATS POUR LES EXTRÊMES-DROITES ?

#9

Un paysage contrasté mais un renforcement global de leurs positions : tel est l'image qu'offrent les forces d'extrême droite dans l'Union européenne, suite aux résultats des élections européennes du 26 mai 2019. Bilan global et tour d'horizon.

Au sein du futur Parlement européen, la plupart de ces partis d'extrême droite siégeront ensemble sous les couleurs du futur groupe « Identité et démocratie » (ID), fort de 73 eurodéputés, dont les forces dirigeantes seront le RN français et la « Ligue » italienne de Matteo Salvini. Suite à un accord avec les autres formations politiques représentées au Parlement européen, révélé le 27 juin 19, ce futur groupe d'extrême droite se verra d'ailleurs attribué pour la première fois la présidence de deux commission du parlement : celle de l'Agriculture (où il s'emploiera à dénoncer voire détricoter la PAC, « Politique agricole commune ») et celle des Affaires juridiques.

Revenons aux résultats de l'extrême droite lors du scrutin. Certaines de ces formations voient leurs résultats électoraux progresser de manière plus ou moins fulgurante, d'un scrutin comparable à l'autre, comme notamment le parti de la Ligue en Italie avec 34,3 %, soit une progression de +28,1 % par rapport aux européennes de mai 2014, mais aussi le double du score de ce parti aux législatives italiennes du 04 mars 2018 qui lui ont ouvert les portes du pouvoir gouvernemental.

D'autres se maintiennent peu ou prou, alors que leur score avait déjà atteint un score élevé. C'est le cas du RN français, qui obtient 23,3 % des voix, mais après avoir déjà réuni déjà 24,7 % aux européennes de 2014. Cependant, alors que la participation en France a nettement augmenté (avec 50,1 % en 2019 contre 42,4 % en mai 2014), le parti de Marine Le Pen progresse tout de même en nombre absolu de voix, de 4,712 millions en mai 2014 à 5,286 millions. En rajoutant les voix de la droite souverainiste de Nicolas Dupont-Aignan - ayant accepté, en 2017, de devenir le Premier ministre de Marine Le Pen au cas où elle aurait gagné l'élection présidentielle - et des plus petites listes situées à l'extrême droite (dont celle de Florian Philippot, ex-numéro 2 du FN), qui n'obtiennent aucun siège, le total des voix atteint 6,5 millions.

Le camp gouvernemental réuni derrière Emmanuel Macron avait fait, en France, de son prétendu « duel » avec l'extrême droite le principal enjeu du scrutin, ce qui avait contribué à avaliser dans beaucoup de têtes l'idée d'un « vote sanction » contre



à la loupe



Eurodéputé-es d'extrêmes-droites et affilié-es
196*

Pays où l'extrême-droite arrive en tête:
Italie / France / Hongrie

Plus fortes progression:
**Danemark, Suède, Italie,
Belgique, Slovaquie**

*En comptant les 14 eurodéputé-es du parti de Viktor Orbán encore membres du FPO malgré la suspension prononcée en mars 2019 ainsi que 47 Non-Inscrits qui proviennent de plus petites formations d'extrêmes-droites dont MSZ et le Brexit Party (CoEPD). Les autres groupes parlementaires rassemblent ECR (62), ENL (72).

les politiques libérales du pouvoir... en votant pour l'extrême droite. Une idée qui a commencé à se banaliser dangereusement.

L'exemple du Danemark



Certaines forces d'extrême droite en Europe reculent, quant à elles. Le cas le plus flagrant est celui du « Parti du peuple danois » (DF ou DFP), qui a également affronté des législatives au Danemark quelques jours après le scrutin européen, le mercredi 05 juin 19. Ce qui en fait un exemple particulièrement intéressant, en analysant la situation du Danemark en tant que « pays laboratoire ». Effectivement, l'extrême droite - DF - y a été associée pendant une durée extraordinairement longue à la majorité gouvernementale, soutenant des gouvernements de droite sans pour autant occuper des ministères. Ceci était déjà le cas des législatives de novembre 2001 jusqu'à celles de septembre 2011, donc pendant dix années, puis à nouveau depuis 2015 jusqu'en juin 2019.

Ayant totalisé 26,6 % aux européennes de mai 2014 dont il était l'un des grands vainqueurs, le parti obtient 10,8 % au scrutin européen de 2019, puis 8,7 % aux législatives nationales, quelques jours plus tard.

Ce score du parti qui entretient des liens avec Marine Le Pen - son eurodéputé Anders Vistinen ayant participé, le 14 mai en Estonie à une réunion avec la présidente du RN français, le parti des « Vrais Finlandais » et la formation d'extrême droite EKRE, qui participe au gouvernement estonien depuis le 29 avril de cette année (en occupant entre autres le ministère de l'Intérieur), - mais qui a siégé au Parlement européen de 2014 à 19 dans un groupe dirigé par les Conservateurs britanniques, interroge.



Le sort électoral récent du parti danois, décevant de son point de vue, s'explique avant tout par le fait qu'il se soit retrouvé pris entre deux feux. En effet, jusqu'à récemment, Le DF ou DFP pratiquait le « soutien sans participation » (comme on dirait dans la gauche française), autrement dit, l'appui à des gouvernements de droite libérale et conservatrice sans siéger au cabinet. En tant que prix de son soutien, il a obtenu une série hallucinante de durcissements de la législation en matière d'immigration et d'asile : 114 tours de vis législatifs au total, depuis juin 2015.

Le symbole le plus emblématique était le projet de création, sur une île inhabitée dans la mer Baltique, l'île de Lindholm, d'un centre qui devait ouvrir en 2021, pour parquer des demandeurs d'asile déboutés et décrétés « indésirables » dans un bâtiment anciennement utilisé pour des recherches sur les maladies animales contagieuses : peste porcine, rage...

Toutefois, les « succès » de cette politique ignoble sont plutôt attribués, par la fraction de l'opinion publique qui y applaudit, à la droite gouvernementale.

Notamment à la ministre de l'immigration Inger Støjberg, une représentante du parti « centriste » de 46 ans, qui combine une image de modernité (ministre femme et jeune) avec des positionnements abjects sur le fond. Sur son site Internet personnel, elle avait instauré un décompte des durcissements législatifs en matière d'immigration, présentés comme autant de victoires personnelles. Ainsi, le profil du DF s'efface partiellement derrière celui d'une droite gouvernementale qui radicalise ses propres positions sur la question de l'immigration.

En même temps, le DF s'est fait voler la vedette par plus radical que lui, dans la mesure où deux nouvelles formations d'extrême droite lui disputaient la présence aux législatives du 05 juin 19 (elles n'étaient en revanche pas présentes aux élections européennes au Danemark).

Il s'agit, d'un côté, d'un parti intitulé de Nye Bogerlige, ce qui signifie au sens littéral « Nouveaux bourgeois » (Bogerlige, ou Bürgerliche en allemand, étant un terme utilisé dans toutes les langues germaniques pour désigner l'ensemble des forces politiques non marxistes ou anti-marxistes et pas uniquement la bourgeoisie au sens économique) mais qui doit se traduire, pour en saisir le sens exact, à peu près par « Nouvelle droite libérale ». Il s'agit d'un parti fondé en 2015 par l'ancienne conservatrice Pernille Vermund et quasiment tout aussi anti-immigration que DF, mais avec un profil libéral « pur sucre » en matière économique, prônant peu ou prou le darwinisme social. Et de l'autre côté, il s'agissait de la liste d'un parti intitulé Stram Kurs (« Ligne dure »), dirigé par l'avocat Rasmus Paludan jeune de 37 ans. Paludan, qui a organisé des autodafés publics du Coran et a annoncé dans un discours - sans prendre des gants - aux « ennemis étrangers » que leur sang

« inondera les rues et les villes du Danemark et terminera dans les égouts auxquels ils appartiennent », a attiré l'attention sur lui, même s'il aura fait, comme attendu, un score nettement inférieur à celui du DF. Il a été observé que dans certaines cours d'écoles, les élèves se livraient à un nouveau jeu intitulé « Paludan et les étrangers » ; facile de devenir qui doit être chasser, poursuivi ou attrapé dans ce type de jeu...

Avec 2,4 %, les « Nouveaux bourgeois » ont réussi à entrer au parlement danois (le Folketing), franchissant la barrière nécessaire des deux pour cent des voix et emportant quatre sièges. « Ligne dure », en revanche, a échoué de peu avec 1,8 % des voix, mais grâce à sa campagne électorale, ce parti a pu réunir des centaines de milliers d'euros qui lui serviront bien à financer d'autres activités et campagnes, après avoir gagné l'attention.

C'est ainsi que le parti DF s'est trouvé, en quelque sorte, pris entre deux feux. S'y ajoutent d'autres raisons pour expliquer son échec relatif. La campagne de cette année ayant eu finalement comme thématique principale la protection du climat (et de l'environnement) sur fond de mobilisation de la jeune génération sur ce problème, l'extrême droite n'y apportait tout simplement aucune réponse, quand DF ne faisait pas transparaître un « climat-scepticisme » partagé d'ailleurs par d'autres forces d'extrême droite (ainsi, au sein du parti allemand AfD, la branche de jeunesse vient de se rebeller contre la direction sur cette thématique précisément).

Par ailleurs, la social-démocratie danoise, qui constitue le principal vainqueur de ce scrutin, a elle-même adopté un discours de plus en plus dur en matière d'immigration, au nom du « réalisme », et a soutenu maints durcissements de la politique gouvernementale. En 2018, la social-démocratie appuyait ainsi la « réforme » du droit pénal qui prévoit un doublement des peines prévues pour un délit déterminé, quand la personne condamnée habite dans un « ghetto ethnique ». Une modification législative annoncée fin février 2018 et qui est, à l'évidence, ouvertement discriminatoire. Alors qu'un accord gouvernemental a été conclu, le 25 juin au soir, entre la social-démocratie danoise et trois partis de gauche et/ou écologistes, ce contrat de majorité prévoit un maintien de larges pans de la politique d'immigration durcie sous la droite. A l'exception du projet d'internement des déboutés du droit d'asile sur l'île de Lindholm qui, lui au moins, sera probablement abandonné.

L'extrême droite et la participation gouvernementale

Dans la majorité des cas où l'extrême droite a participé jusqu'à très récemment (Autriche de décembre 2017 jusqu'au 18 mai 2019, Finlande de 2015 à mars 2019) où participe actuellement (Italie, Estonie, Bulgarie) au gouvernement, cette expérience ne semble pas l'avoir discréditée au point de perdre une partie importante de son électorat.

En Italie, au contraire, l'extrême droite progresse fortement. En Finlande, où les « Vrais Finlandais » ont participé au gouvernement de 2015 jusqu'en mars 2019, ce parti - malgré la scission d'une aile plus « modérée » sous le nom de « Réforme bleue » - a obtenu 17,5 % (- 0,1 %) aux législatives en date du 14 avril 2019, auxquels il faudra ajouter 1 % pour sa scission (« Réforme bleue »). Ce score aux législatives en a fait la deuxième force politique du pays, derrière la social-démocratie avec 17,7 %. Néanmoins, au scrutin européen de fin mai 2019, les « Vrais Finlandais » obtiennent un score un peu moins élevé, avec 13,8 % représentant tout de même un gain de + 0,4 % par rapport aux européennes de 2014 ; mais ce léger écart peut aussi être dû à la nature du scrutin qui attire moins les électeurs d'extrême droite. Cependant, aux européennes, l'extrême droite n'arrive plus qu'à la cinquième place parmi les forces politiques finlandaises.

En Estonie, le parti d'extrême droite EKRE (dont le nom signifie « Parti conservateur populaire »), après avoir obtenu 17,8 % aux législatives récentes du 03 mars 2019, participe au gouvernement depuis le 29 avril, détenant notamment le ministère de l'Intérieur et le ministère des Finances. Aux européennes, ce parti obtient 12,7 % des voix estoniennes, donc moins qu'aux législatives... mais était-ce dû à la nature du scrutin ou au point de vue des électeurs sur l'entrée au gouvernement ? Nul ne saurait le dire avec précision, puisque ce parti constitue une création récente - EKRE a été fondé en 2012 -, mais comparé de scrutin européen à scrutin européen, il progresse largement puisqu'il avait obtenu 4,0 % des voix aux européennes de mai 2014, gagnant donc + 8,7 % en mai 2019.

Concernant la Bulgarie, la comparaison est difficile puisqu'aux législatives de mai 2017, trois partis d'extrême droite et/ou de droite extrême s'étaient présentés ensemble sur une liste unique baptisée « Patriotes Unis » (OP), obtenant alors 9,3 % des voix. Celle-ci regroupait les partis Ataka, le « Front national pour le salut de la Bulgarie » (NSFP) et le VMRO - Mouvement national bulgare. C'est suite à cette élection que l'extrême droite est entrée dans le gouvernement de coalition « Borissov III » dirigé par un parti de centre-droit, où l'extrême droite a obtenu le ministère de la Défense (aussi « chargé de l'Ordre public et de la Sécurité »), celui de l'Economie « et du développement démographique » ainsi que le ministre de l'Environnement. Or, aux européennes de mai 2019, l'extrême droite et/ou droite extrême s'est présentée avec plusieurs listes : la « Coalition Volya » (3,6 %), le parti Ataka (1,4 % des voix) et le « Front national pour le salut de la Bulgarie » (NSFP) avec 1,3 %. Aucune de ces listes n'obtient des sièges au Parlement européen. Le prix de la désunion, de l'instabilité... ?

Autriche : pas beaucoup mieux, malgré l'implosion du gouvernement



Dans le cas de l'Autriche, la révélation récente d'une vidéo qui a rendu publiques des pratiques de corruption et la recherche d'une mainmise sur les médias - l'ancien président du FPÖ, Heinz-Christian Strache, et le président adjoint Johann Gudenus avaient été piégés par une caméra cachée lors d'un séjour dans une villa sur l'île d'Ibiza ; les deux ont immédiatement démissionné - n'a pas tant que ça nuise au parti d'extrême droite. Ceci alors même que la révélation de cette vidéo par deux médias allemands de fort tirage, SPIEGEL et Süddeutsche Zeitung, le vendredi 17 mai 2019, a fait exploser la coalition gouvernementale dès le lendemain.

A l'heure où nous publions, les conditions de réalisation de la vidéo n'ont pas été éclaircies, surtout l'identité de ses instigateurs, ni la réponse à la question de savoir pourquoi les images tournées en juillet 2017 n'ont été utilisées qu'en mai 2019.)

Droite et extrême droite, ÖVP - Parti du peuple autrichien - et FPÖ ou Parti de la liberté d'Autriche, avaient gouverné ensemble depuis la mi-décembre 2017, comme ils l'avaient déjà fait de février 2000 jusqu'au printemps 2005 (départ du FPÖ mais maintien de ses ministres) ou 2006 (départ des ministres FPÖ suites aux législatives). Or, les révélations de la vidéo avaient mis en rage le chancelier - chef de gouvernement - Sebastian Kurz ; même si ce n'était probablement pas tant à cause des pratiques mafieuses et autoritaires du FPÖ que la vidéo montrait clairement, mais parce qu'il pouvait entendre son vice-chancelier Strache se moquer sur sa supposée homosexualité, faisant l'objet de rumeurs très répandues dans le pays.

Les deux dirigeants d'extrême droite filmés en caméra cachée ne s'étaient privés d'afficher, lors de leur conversation, leur moquerie homophobe à ce propos et d'en envisager une exploitation politique. Or, l'homophobie n'était pas l'unique ignominie de leurs propos. Les deux dirigeants du FPÖ filmés se répandaient, en effet, sur leur volonté de créer « un paysage médiatique à la Viktor Orban ».

Une idée qu'ils dessinent en détail, avec un rachat des médias influents par des proches du pouvoir ou futur pouvoir (quitte à ce qu'il s'agisse d'un oligarque russe puisque dans la vidéo, ils croient parler à la nièce d'un tel oligarque) puis une gestion ciblée des journalistes à promouvoir ou à licencier : « Zack ! Zack ! Zack ! ». Les deux dirigeants du FPÖ déclarent qu'ils en espèrent que leur parti fasse, à l'avenir, « 34 % et non 27 % ». Par ailleurs, ils évoquent l'idée de confier la gestion, lucrative, des autoroutes autrichiennes - pays par lequel transitent de nombreux touristes - aux mêmes amis oligarques, dans le cadre de ce qui ressemblerait à une privatisation mafieuse.

Le numéro deux du gouvernement Heinz-Christian Strache a donc préféré démissionner immédiatement, en mettant son « erreur » sur le compte de l'alcool. Sa démission a été suivie du limogeage de tous les ministres FPÖ, dès le 18 mai 2019, à huit jours du scrutin européen. Or, la « punition » électorale largement attendue n'a pas vraiment eu lieu, ou alors avec une ampleur très limitée. Le FPÖ perd ainsi -2,5 % des voix par rapport aux européennes de 2014, mais se maintient à 17,2 %, limitant ainsi considérablement la casse. - Le FPÖ avait en revanche obtenu 26 % des voix aux législatives nationales du 15 octobre 2017, mais il a toujours connu des scores inférieurs aux européennes, comparés à ceux des scrutins nationaux ; et il avait aussi légèrement baissé dans les sondages entre octobre 2017 et mai 2019, avant l'éclatement du scandale, figurant autour de 23 % sur la scène de la politique intérieure. En avril 2019, la révélation publique de liens entre le FPÖ et la mouvance identitaire autrichienne, elle-même ayant reçu des dons financiers de l'assassin anti-musulman de Christchurch en Nouvelle-Zélande avant son passage à l'acte du 15.03.19, avaient fait baisser le niveau du FPÖ dans les sondages. Une bonne partie de son électorat considère manifestement que tout ce qui a été révélé sur le parti à travers la désormais célèbre vidéo est plus ou moins négligeable, parce qu'utilisé et instrumentalisé par ses adversaires. Par ailleurs, une rumeur antisémite, voulant faire croire qu'il s'agissait d'une manipulation juive, a enflé dans une fraction de l'opinion publique, surtout à la base du FPÖ

La social-démocratie autrichienne aura indirectement contribué au succès de la théorie du complot développée par le FPÖ et à sa tentative de victimisation. En 2017, elle avait eu la mauvaise idée d'utiliser - pendant la campagne des législatives en Autriche - quelques manipulations, aussitôt révélées, contre le FPÖ, sous forme de la création de faux sites Internet censés jeter le discrédit sur lui. Le SPÖ (parti social-démocrate autrichien) avait, en plus, choisi de faire endosser les manipulations dont il était l'instigateur par un personnage israélien, alimentant ainsi - involontairement mais de manière totalement maladroite - les fantasmes antisémites qui existaient, de toute manière, dans l'électorat du FPÖ tout comme dans le parti lui-même.

Le fait que ces manipulations sur Internet aient été confiées en sous-traitance (pour le compte du SPÖ) à un consultant israélien, Tal Silberstein, a ainsi été utilisé par le FPÖ de façon perverse pour insinuer l'existence d'un complot juif ou judéo-socialiste qui serait dirigé contre lui. Le même Tal Silberstein, devenu célèbre - malgré lui - en 2017, est maintenant cité à un rythme frénétique dans les milieux du FPÖ. Ceci alors que sa participation au piège tendu à Strache n'est nullement démontrée. En effet, selon les premiers indices publiés par la presse autrichienne, la réalisation de la vidéo (en caméra cachée) sur l'île d'Ibiza serait d'ailleurs plutôt liée à des conflits internes au parti, dont une fraction rapprochée à la direction l'orientation pro-russe et pro-serbe qu'elle adopte depuis une bonne dizaine d'années, pas

assez pro-occidentale à son goût.

Enfin et à défaut de pouvoir publiquement attribuer toute la faute des dirigeants du parti (qui ont bien avoué avoir tenus les propos que l'on entend dans la vidéo) à un complot juif, les partisans du FPÖ considèrent que « les autres partis ne font pas mieux, de toute façon ». Dans les sondages réalisés en vue du scrutin législatif programmé en Autriche pour septembre 2019, le FPÖ perd légèrement par rapport à l'avant-18 mai 2019, mais la social-démocratie perd nettement plus de voix, et la droite du ÖVP, qui avait ouvert les portes du gouvernement à l'extrême droite, apparaît comme la grande gagnante. Ainsi, dans un sondage publié le 06 juin 2019, le FPÖ figure à 21 %, ce qui est loin de constituer un score ridicule. En avril 2019, peu de semaines avant l'éclatement du scandale autour de la « vidéo Ibiza », ce même parti figurait à 23 % dans les sondages. Il limite donc visiblement les pertes.

La social-démocratie autrichienne baisse considérablement, à 20 % des intentions de vote - contre 26,9 % encore en octobre 2017 -, alors que la droite ÖVP monte en flèche à 37 % (contre 31,5 % en octobre 2017). Affaire à suivre... !

Belgique : Retour de l'extrême droite

En Belgique, l'extrême droite du Vlaams Belang (VB), avec 19,1 % en Flandre pour les européennes et 18,7 % pour les législatives belges tenues le même jour, revient aujourd'hui en force. Ceci après avoir subi des pertes importantes au profit de la droite nationaliste bourgeoise de la N-VA (Nouvelle Alliance flamande) au cours de la décennie. Il est vrai que le VB avait déjà atteint ce niveau dans le passé, obtenant p.ex. 19,7 % des voix en Flandre lors des législatives belges en 2007. Mais à partir du début de cette décennie, en apparence, le rouleau compresseur de la N-VA - un nouveau parti de la droite dure, fondé en 2001, qui se trouvait alors en pleine ascension - avait laminé la concurrence d'extrême droite.

Or, la N-VA ayant participé au gouvernement fédéral belge depuis 2014, se trouve en perte de vitesse comme tous les partis de l'ancien gouvernement, qui avait d'ailleurs échoué en décembre 2018 sur l'attitude dure de la N-VA par rapport aux « Pacte sur les droits des migrants », un texte juridique non contraignant et d'ordre largement symbolique signé lors d'un sommet des Nations Unies à Marrakech, le 10.12.2018 et signé par la majorité des Etats européennes (hors Autriche, Hongrie, Pologne...). Alors que la majorité au sein de gouvernement était prêt à signer cet accord international, perçu comme « sans risque », la N-VA était prête à faire éclater la coalition gouvernementale sur cette question.

Or, la N-VA comme la totalité des autres partis ayant participé à ce gouvernement se trouvent aujourd'hui en

baisse, que ce soit la N-VA (aux législatives : 25,5 % ou - 7,7 % en Flandre, le parti n'existant pas dans la partie francophone du pays), les libéraux flamands (13,5 % en Flandre, - 2,3 %), les libéraux francophones (20,5 % en Wallonie, - 7,4 %) ou encore les chrétiens-démocrates flamands (14,2 % en Flandre, - 4,8 %). Le parti néofasciste, Vlaams Belang, constitue ainsi le seul grand gagnant en Flandre, avec un gain de + 12,7 % des voix, alors que la paysage politique en Wallonie est totalement différent, le principal gagnant en Wallonie aux législatives étant d'ailleurs... un parti ex-maoïste, le PTB (13,8 %, + 7,9 %).

Pour la première fois, le roi des Belges a d'ailleurs associé le VB aux consultations pour la formation d'un gouvernement (qui s'annonce très compliqué entre partis flamands et francophones), même s'il apparaît très improbable que le VB emporte une quelconque position gouvernementale à la fin des tractations partisans qui seront longues.

Allemagne : dualisme entre les deux parties du pays



En Allemagne, le principal parti d'extrême droite - AfD, « Alternative pour l'Allemagne » - a obtenu 11,0 % aux élections européennes. Ce qui signifie une progression du parti par rapport à son score au scrutin européen de mai 2014 (qui était alors situé à 7,1 %) ; or, le parti, fondé en février 2013, n'avait alors pas encore eu beaucoup d'existence.

Si l'on compare cependant ce résultat à celui des législatives allemandes de septembre 2017, AfD se trouve en recul, puisque l'extrême droite avait alors obtenu 13 % des voix dont 12,6 % pour sa principale formation, auxquelles il fallait ajouter 0,4 % pour le NPD. Ce vieux parti d'extrême droite (fondé en novembre 1964), qui adopte depuis quelques années un profil plus « radical » voire néonazi, a réalisé un score de 0,3 % aux européennes de mai 2019 et a ainsi perdu son siège unique d'eurodéputé qu'il avait gagné en mai 2014, avec 1,0 % des voix.

Or, l'extrême droite allemande a toujours obtenu, ces dernières décennies, des scores supérieurs aux élections européennes comparés à ceux aux législatives nationales (fédérales), puisque les barrières y apparaissent moins élevées, dont celle du « vote utile ». Cette dernière avait souvent empêché des partis d'extrême droite, qui venaient de se constituer, d'accéder au Bundestag ou parlement fédéral, ralentissant ou anéantissant ainsi leur ascension. C'était le cas du NPD aux législatives en 1969 - avec 4,3 % des voix au lieu des cinq pour cent requis -, du parti d'extrême droite Die Republikaner (fondé en 1983) aux législatives en 1990 et 1994 avec respectivement 2,1 % et 1,9 %, puis du parti AfD lui-même lors du premier scrutin législatif national auquel il participa (4,7 % des voix aux législatives fédérales de septembre

2013). Pour cette raison, les formations d'extrême droite en Allemagne ainsi que leur électorat ont toujours massivement misé sur les élections européennes, qui se tiennent sur l'ensemble du territoire fédéral le même jour - ce qui n'est le cas en Allemagne ni pour les municipales ni pour les régionales - et qui leur paraissent en règle générale plus « accessibles ».

Vu sous cet angle, le score du parti AfD réalisé fin mai 2019 n'est pas un franc succès. Il reflète en tout cas un ralentissement, voire une stagnation dans la progression de ce parti qui, jusque-là, semblait se trouver dans une ascension constante (jusqu'à 2018 en tout cas). Ceci est dû à plusieurs facteurs, dont font partie d'importants scandales de financement illégal auquel le parti AfD est confronté, mais aussi l'absence de réponse un tant soit peu crédible de sa part aux interrogations - surtout dans la jeune génération - sur la crise climatique et écologique, un facteur déjà mentionné plus haut.

Cependant, cette stagnation ne doit pas dissimuler des inégalités territoriales importantes entre ses scores, qui s'élèvent grosso modo à 20 % en moyenne dans la partie de l'Allemagne située à l'Est (en ex-RDA), alors qu'ils plafonnent à un moins de 10 % en Allemagne de l'Ouest (ou ex-RFA). En Saxe, le parti d'extrême droite constitue la première force politique - comme c'était déjà le cas aux législatives de septembre 2017 -, avec, aux européennes de mai 2019, un résultat de 25,3 % pour AfD (+15,2 % par rapport à 2014) et 23,0 % pour la CDU (-11,5 % par rapport à 2014).

Cette région, berceau du mouvement extraparlamentaire anti-immigration « PEGIDA » (signifiant : « Européens patriotiques contre l'islamisation de l'Occident »), actif surtout en 2014 et 2015, a ses particularités politiques. Toujours est-il que dans l'ensemble des régions de l'ex-Allemagne de l'Est, le paysage est structuré de manière similaire dans la mesure où la droite classique (CDU) et l'extrême droite (AfD) constituent les deux premières forces politiques. Mais en règle générale, c'est la CDU qui occupe la première place, sauf en Saxe et dans le Brandebourg où elle incombe au parti AfD (avec 19,9 % dans le Brandebourg et 18,0 % pour la CDU).

Or, le hasard du calendrier politique veut que les prochaines élections importantes qui se tiendront en Allemagne, à savoir les scrutins régionaux prévus pour le reste de l'année 2019 dans trois Länder ou Etats-Régions, auront toutes les trois lieux dans la partie Est de l'Allemagne : ce sera d'abord en Saxe et au Brandebourg le 1er septembre prochain, puis en Thuringe le 27 octobre 2019. Ce qui laisse craindre le pire scénario politique, comparé à celui envisageable dans toutes les autres régions allemandes. En Saxe, AfD vient d'ailleurs de rater de relativement peu son premier poste de maire, qu'il avait visé dans la commune de Görlitz. Dimanche 16 juin 2019, au second tour de l'élection municipale, son candidat, le policier Sebastian Wippel, obtient un peu moins de 45 % des voix contre 55 % pour le

candidat de la CDU, Octavian Ursu, né en Roumanie. Au premier tour, c'était Sebastian Wippel qui avait obtenu la première place avec un peu plus de 36 %.

Aux élections européennes, AfD a attiré les votes de 14 % des hommes, mais seulement 8 % des femmes. En termes d'âge, son électorat est sous-représenté dans le groupe des 18 à 24 ans (avec seulement 7 %), ce qui semble être au moins partiellement lié à l'importance des questions écologique et climatique dans cet électorat, mais aussi parmi les « seniors » (9 % des voix au-delà de 60 ans), ce qui paraît lié à une faible attractivité de ses propositions en matière de retraites. AfD reste un parti dont le programme électoral ultra-libéral, dominant dans la première phase (de 2013 à 2015), a en partie disparu au profit d'un discours électoral se voulant « social », mais transparaît toujours. La courant favorable au libéralisme économique s'y exprime nettement plus fortement que, par exemple, au RN français. Le vote AfD est avant tout porté par un électorat économiquement actif et marqué par une peur du déclassement, montant à une moyenne de 12 % parmi les 30 à 44 ans puis jusqu'à 13 % parmi les 45 à 59 ans. Cela englobe notamment une partie des ouvriers qualifiés, ces « Facharbeiter » en Allemagne ayant une position nettement plus forte que n'importe quel segment du salariat ouvrier en France. Mais l'électorat AfD mord sans aucun doute aussi sur d'autres couches du salariat allemand. Le vote pour AfD parmi les ouvriers et ouvrières (ayant le droit de vote et ayant participé au scrutin) serait de 23 %, il serait de de l'ordre de 21 % parmi les chômeurs et chômeuses et de 12 % parmi les « indépendant-e-s et professions libérales », une catégorie qui mélange cependant le petit patronat avec des professions intellectuels (médecins, avocat-e-s).

Espagne : Percée limitée du parti « Vox »

Au royaume d'Espagne, le parti d'extrême droite « Vox », créé en décembre 2013 à partir d'une scission à droite du PP (« Parti populaire », conservateur et post-franquiste), a connu récemment ses premiers succès électoraux. Avec 11 % des voix obtenues lors des élections régionales en Andalousie en décembre 2018 - qui donnèrent une représentation parlementaire à un parti d'extrême droite pour la première fois depuis la fin du franquisme au pouvoir -, puis 10,3 % lors des élections législatives générales du 28 avril 2019, une nouvelle percée du parti était attendue aux européennes. Or, si « Vox » a en effet réussi à entrer au Parlement européen où il occupe désormais trois sièges, son score du scrutin européen (6,2 %) reste néanmoins plus limité que lors des élections régionales et législatives qui l'avaient précédé.

Ce parti pratique un discours anti-immigration et anti-islam mais préconise aussi une forte recentralisation de l'Espagne au détriment des régions - tout en s'opposant avec virulence à l'indépendantisme en Catalogne - ;

son combat frontal contre les droits reconnus aux femmes (et contre la législation à propos des violences faites aux femmes) constitue une spécificité de « Vox ». Le parti siégera au futur Parlement européen ensemble avec les conservateurs polonais du PiS dont il sera question dans les prochains paragraphes..

Hongrie et Pologne : les partis gouvernementaux dominent leurs adversaires

Un mot est nécessaire sur la situation en Pologne, bien que les partis qui y occupent la partie de droite et très à droite de l'échiquier politique ne soient pas d'extrême droite, mais des partis bourgeois et conservateurs idéologiquement radicalisés à droite.

Cela les distingue de partis ayant clairement une filiation historique avec le fascisme, tels que le FN // RN français - fondé en 1972 mais dont la création est impensable sans l'argent, la logistique et les modèles du néofascisme italien (parti MSI) fondé en 1946 - ou le FPÖ autrichien. Ce dernier étant un parti fondé en 1955-56 mais uniquement parce que le contrôle des Alliés interdisait, de la fin de la guerre en 1945 jusqu'au Traité de neutralité conclu en 1955, les anciens militant nationaux-socialistes de revenir en politique. Le premier dirigeant du FPÖ a été Anton Reinthaller, ministre de l'Agriculture dans le gouvernement nazi autrichien qui acta en 1938 l'annexion ou Anschluss à la « Grande Allemagne », puis secrétaire d'Etat à l'Agriculture dans le cabinet d'Adolf Hitler jusqu'au 08 mai 1945. Cette filiation historique n'est pas celle de tous les partis d'extrême droite actuellement présents en Europe, certains étant de création bien trop récente, mais elle est partagée par la plupart des partis d'extrême droite ayant suffisamment d'ancienneté pour avoir absorbé des militants ou des dirigeants du fascisme (ou nazisme) historique (FN // RN ; FPÖ ; Vlaams Blok devenu Vlaams Belang en Belgique..).

En Hongrie, c'est le parti FIDESZ du Premier ministre (au pouvoir de 1998 à 2002 puis depuis 2010) qui met en œuvre une politique nationaliste, autoritaire et anti-immigration en faisant fi de toute notion des droits de l'homme. Les atteintes constatées à la Liberté de la presse et à l'indépendance de la Justice ont valu à la Hongrie le déclenchement, par la Commission européenne, d'une procédure en violation des traités de l'Union européennes. Néanmoins, il garde une base sociale et électorale, ce qui est partiellement lié au fait qu'il montre des velléités protectionnistes (contre une influence trop importante du capital allemand ou nord-américain), lui donnant une apparence d'opposant au libéralisme débridé. Mais aussi au fait que la social-démocratie hongroise est à la fois l'ancien parti au pouvoir sous le « socialisme réel » d'avant 1989 - largement transformé depuis -, mais aussi le parti qui a tant libéralisé et privatisé entre 2002 et 2010.

En Pologne, une politique comparable, ici teintée d'une forte dose de cléralisme catholique, est mise en œuvre par le parti PiS (« Droit et justice »), au gouvernement - seul - depuis 2015 après avoir participé antérieurement à plusieurs coalitions.

Or, ces deux partis, non seulement ne partagent pas la filiation en partie fasciste de l'extrême droite incarnée entre autres par le FN // RN français, mais ne siègent pas avec les mêmes alliés au Parlement européen, non plus. Le FIDESZ y siège parmi le Parti populaire européen (PPE) qui comporte aussi les eurodéputés du parti LR français ou de la CDU/CSU allemande. Certes, le groupe PPE l'a « suspendu » en mars 2019, mais cela lui a évité l'exclusion, et le parti hongrois espère y revenir... tout en tirant le groupe plus à droite. (Le candidat François-Xavier Bellamy - tête de liste du parti français LR - s'était d'ailleurs prononcé, le 05 mars 2019, pour le maintien du FIDESZ hongrois au sein du groupe. Un reflet de la radicalisation idéologique de la droite classique française, celle censée être « républicaine » ?

Le PIS polonais, quant à lui, a siégé pendant la mandature 2014 à 2019 du Parlement européen avec le groupe des « Conservateurs et réformateurs européens », alors dirigé par les Conservateurs britanniques (Tories). Le parti polonais a ensuite décidé, suite au scrutin de fin mai 2019, de continuer à siéger au sein de ce groupe, qui ne sera cependant plus dirigé par les conservateurs britanniques - ces derniers étant très affaibli depuis le dernier scrutin, et se préparant par ailleurs au « Brexit », la sortie britannique de l'Union européenne -, ce qui aura a priori pour résultat que le parti polonais dirigera à l'avenir le groupe qui compte 62 eurodéputés (donc un peu moins que le groupe d'extrême droite « Identité et démocratie » qui, lui, réunit 73 membres du Parlement européen).

Y siègent aussi - aux côtés des conservateurs polonais - la N-VA belge (droite dure flamande), mais aussi les « Démocrates suédois » (SD) qui constituent, eux, clairement un parti d'extrême droite, voire étaient une formation néonazie lors de leur fondation en 1988. Ces deux formations avaient déjà fait partie du même groupe pendant la précédente législature, 2014 - 2019. Le parti espagnol « Vox » et le « Forum pour la démocratie » néerlandais (FvD ; voir plus loin en bas) les ont désormais rejoint, après les élections européennes de fin mai 2019.

Ni le FIDESZ hongrois ni le PiS polonais ne siègeront donc avec le RN français, la « Ligue » italienne, le FPÖ autrichien et leurs autres alliés dans leur futur groupe qui sera baptisé « Identité et démocratie ». Une des raisons réside aussi dans le fait que ces deux partis est-européens reprochent à Marine Le Pen, à Matteo Salvini et aux dirigeants du FPÖ autrichien leur trop grande proximité, politique et éventuellement aussi financière, avec le pouvoir russe.

Dans leurs pays respectifs - Pologne et Hongrie -, les deux partis, PIS et FIDESZ, ont réalisé des scores qui les reconfortent. Aux élections européennes de 2019, FIDESZ a obtenu pas moins de 52,6 % des voix (+ 1,1 % par rapport au scrutin européen de 2014 et nettement supérieurs à ses scores législatifs nationaux, le dernier en date de 2018 étant de 49,3 %). Il fait plier ainsi tous ses adversaires, libéraux, de gauche, mais aussi le parti fasciste et antisémite « Jobbik » qui le concurrence sur l'extrême droite, avec un certain succès jusqu'ici mais qui baisse à 6,3 % des voix (- 8,3 % par rapport aux européennes de 2014).

En Pologne, le parti PiS obtient aux européennes 45,4 % (+ 13,6 % par rapport au scrutin de 2014), ce qui est aussi supérieur à son score de vainqueur aux législatives nationales en 2015 où il avait réalisé 37,6 % des voix. Ce qui le place en position favorable avant les prochaines législatives qui devraient se tenir en octobre ou novembre 2019.

Royaume-Uni, Pays-Bas et Grèce : Une force d'extrême droite ou de droite extrême peut en remplacer une autre

A titre de dernière remarque, il doit être observé que dans certains pays, où une force d'extrême droite - ou alternativement de droite extrême - semble avoir échoué à remplir la « mission » politique dont elle était investie aux yeux de ses électeurs et électrices, celle-ci a pu être tout simplement remplacée par un autre.

Ainsi aux Pays-Bas, où le dirigeant incontesté et incontestable du « Parti pour la liberté » ou PVV - dont il est juridiquement l'unique membre -, Geert Wilders, n'a pas vraiment réussi à capitaliser la position de force qu'il avait gagnée en étant associé à une majorité parlementaire de 2010 à 2012, sur le mode du « soutien sans participation ». Après avoir soutenu un gouvernement à dominante chrétienne-démocrate et libérale, il le fit échouer sur une question d'augmentation de l'âge de la retraite ; mais il n'a pas semblé réussir à tirer profit du soutien qu'il avait apporté au gouvernement antérieur, ni de la crise qu'il provoqua ensuite. Après quelques années de stagnation de ses résultats électoraux, il échoue cette année aux européennes, n'emportant aucun siège avec 3,5 % des voix (une perte de - 9,8 %). Il ne pourra ainsi plus siéger dans un groupe commun avec Marine Le Pen, comme c'était le cas auparavant. Sa place politique a été en bonne partie prise par un nouveau parti fondé en 2016 par Thierry Baudet, lui aussi anti-immigration et (plutôt) critique envers l'Union européenne, mais apparaissant plus policé, surtout nettement plus libéral en matière économique. Il s'agit du « Forum pour la démocratie » (FvD). Lui siégera dans le même groupe que le PiS polonais et les Conservateurs britanniques, non pas avec le RN français ou la Ligue italienne, après avoir obtenu 11 % des voix néerlandaises aux européennes.

Si on tient compte du fait que le PVV néerlandais avait lui-même occupé, à partir de 2006, l'espace politique laissé vacant par la « Liste Pim Fortuyn » - grand gagnant des législatives en 2001, mais qui a implosé peu de temps après, suite à une gestion chaotique et l'incompétence de sa participation au gouvernement -, c'est déjà la troisième formation politique anti-immigration qui occupe ce terrain idéologique.

Une chose similaire s'est produite au Royaume-Uni, bien que le parti concerné soit plutôt un parti de droite classique radicalisée qu'une formation d'extrême droite « pur jus ». En effet, aux européennes de mai 2014, le « Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni » (UKIP), formation au discours souverainiste mais aussi de plus en plus anti-immigration, fondé par l'ancien conservateur thatcheriste et boursicotier Nigel Farage, avait été le grand vainqueur au Royaume-Uni avec 26,6 % des voix ; ça correspondait à l'époque à un gain de +10,6 % par rapport aux européennes de 2009, et donnait au UKIP la place de première force politique dans ce scrutin. Or, après le vote majoritaire pour le « Brexit » - la sortie britannique de l'Union européenne - lors du référendum du 23 juin 2016, la dynamique historique de l'UKIP est arrivée à l'épuisement. Le vote favorable au « Brexit » a réalisé sa principale revendication (bien que sur le plan de la Realpolitik, il n'ait pas encore été mis en œuvre à l'heure où nous bouclons), mais l'UKIP est ensuite tombé dans un état de désorientation stratégique, connaissant plusieurs chefs successifs malchanceux. Cependant, à quatre mois des élections européennes de mai 2019 seulement, son ancien président Nigel Farage créa un nouveau parti, tout simplement appelé le « Parti du Brexit ». Ce dernier se concentre presque uniquement sur la seule revendication de la réalisation du « Brexit », ses cadres fondateurs reprochant d'ailleurs à leur ancien parti (UKIP) d'avoir adopté récemment un discours trop centré sur l'islam et trop ouvertement proche de l'extrême droite « classique ». Avec 30,7 % et la place de première force politique britannique lors du scrutin européen de 2019, le « Brexit party » a totalement marginalisé l'UKIP maintenant ou résiduel - qui tombe à 3,2 % des voix seulement (-23,4 %) -, mais aussi les Conservateurs, très divisés sur leur ligne en matière de Brexit. Toujours est-il qu'en raison du mode de scrutin britannique, et l'UKIP et

son successeur de fait restent pour le moment exclus de la scène parlementaire nationale. Ce qui pourrait éventuellement changer dans un proche avenir, la crise des Conservateurs britanniques aidant... Evoquons aussi le cas, relativement atypique, de la Grèce. En 2011, le parti d'extrême droite LAOS (« Alerte du peuple orthodoxe »), qui était alors représenté à l'Assemblée nationale grecque, avait eu la mauvaise idée d'entrer au gouvernement au moment de la politique des « Memorandums » pour co-gérer - au nom de la raison d'Etat et de « l'intérêt de la nation » - l'austérité et les coupures sociales brutales. Aux législatives suivantes, en mai et juin 2012, le score du parti LAOS se trouvait réduit de moitié. C'est alors un autre parti d'extrême droite, existant depuis 1985 mais resté totalement groupusculaire jusque-là, qui prit le devant de la scène : « Aube dorée » (XA), obtenant 7 % des voix en 2012. La particularité de ce mouvement, qui le distingue des partis du type du RN français ou du FPÖ, est qu'il apparaît ouvertement comme une secte hitlérienne, se revendiquant assez explicitement de ses affinités avec le nazisme historique, et aspire à pratiquer la terreur de rue dans le style des années 1920 et 1930. Occupant le vide politique, « Aube dorée » put néanmoins temporairement prospérer. Mais la mise en prison de la majeure partie de sa direction en 2014, pour avoir été indéniablement impliqué dans l'assassinat du chanteur Pavlos Fyssas (17.09.2013), lui a compliqué la donne, et le parti est entré dans une sorte d'impasse stratégique. Aux européennes de mai 2019, « Aube Dorée » tombe ainsi à 4,9 % des voix (-4,5 % par rapport à mai 2014) et perd un de ses trois sièges d'eurodéputés. Cependant, en même temps, une autre force a émergé à l'extrême droite avec le parti « Solution grecque » (EL), fondé en 2016 par un ancien membre du LAOS. Il s'agit d'un parti qui avait aussi temporairement accueilli en 2017 - avant une rupture intervenue un mois plus tard - un ancien député du parti « Aube dorée ». Concernant « Solution grecque », il est attendu que ce parti s'affilie au futur groupe au Parlement européen qui sera mis en place par Marine Le Pen et Matteo Salvini sous le nom programmatique « Identité et démocratie ».

Ces exemples montrent clairement que le déclin, voire la disparition d'une force d'extrême droite ne signifie pas nécessairement la disparition de son idéologie dans la société, en même temps que celle de la structure.

Conclusion

Si l'extrême droite n'a pas enregistré le triomphe initialement annoncé auparavant par Marine Le Pen ou Matteo Salvini - qui avaient fait miroiter la perspective d'une force représentant un tiers du futur Parlement européen, alors que leur groupe « Identité et démocratie » regroupe finalement environ 10 % des eurodéputés (73 sur 751 ; le nombre total de sièges passera à 705 une fois que le « Brexit » aura été activé) -, leur présence reste importante.

A côté du groupe « ID », il y aura celui qui réunit entre autres les nationaux-conservateurs polonais, la N-VA (droite dure nationaliste flamande) de Belgique et les « Démocrates suédois » (SD, anciens alliés de Marine Le Pen en 2013), qui totalise 62 eurodéputés. Les combattre, leurs partis tout comme leurs idées, reste une nécessité de tous les jours.



@assovisa



association visa



www.visa-isa.org





BILAN

ALLIANCES EXTRÊMES ET FORCES EN PRESENCE

#10

Extrême-droite, droite-extrême, radicale ou radicalisée, droite alternative, populiste, nationaliste ou néo-fasciste... qui veut faire un tour d'Europe des forces d'Extrêmes-droites se confronte inévitablement à la question de la catégorisation. En fonction des auteurs, des chercheurs ou des observateurs les termes changent par précaution, par recherche de rigueur scientifique ou simplement par euphémisme. Mais, malgré les différences culturelles, historiques ou les variantes idéologiques, un corpus commun se dégage. Ces partis établissent d'ailleurs eux-mêmes des proximités à travers les alliances qu'ils forment au parlement européen. C'est ce qui fait des groupes politiques parlementaires européens à la fois de bons révélateurs mais aussi des sujets d'étude importants. C'est d'autant plus vrai depuis les élections 2019 qui ont vu la question des alliances prendre un place importante dans les programmes et les discours des principales formations d'extrême-droite ou d'inspiration. La stratégie a changé, pour bon nombre d'entre elles il faudrait désormais renverser l'Union Européenne de l'intérieur. Dans la construction du rapport de force et dans la perspective d'ancrer durablement les idées d'extrême-droite à l'échelle continentale comme nationale, les alliances sont devenues indispensables.



quel classement ?

Le qualificatif d'**extrême-droite** tend à s'estomper au profit de toute une série de variantes d'appellation. Cependant nous retenons **un certains nombre d'éléments programmatiques** qui lorsqu'ils sont concomitants, permettent de regrouper sous cette appellation de nombreux partis européens: le discours anti-immigration, la défense de «la civilisation européenne», l'opposition aux «bureaucrates de Bruxelles», l'europhobie, le culte du chef et de l'ordre.

Certains de ces partis ne sont pas issus de l'extrême-droite traditionnelle mais ont largement dérivé vers celle-ci. C'est ce que Jean-Yves Camus appelle la droite radicalisée. C'est ce qui nous a fait mettre dans cette catégorie le Fidesz hongrois, encore membre du PPE, et le PIS Polonais. Les partis d'extrêmes-droites qui ont choisi le jeu des alliances se retrouvent tous dans l'**ID** ou le **CRE**. D'autres qui refusent cette stratégie, restent «**Non-Inscrits**».



Identité et démocratie

C'est le groupe de l'Extrême-droite traditionnelle et institutionnalisée, il a été fondé après les élections de 2019. Autour d'un axe Salvini-Le Pen, le groupe ID cherche à construire une cohérence programmatique pour renverser l'Union Européenne de l'intérieur malgré d'évidentes difficultés sur un certains nombre de sujets. Le groupe, anciennement ENL, est en pleine progression puisqu'il compte 73 euro-députés en 2019 contre 37 en 2014. Il cherche désormais à absorber le CRE sans trop de succès. Pour chaque parti membre il s'agit aussi de s'appuyer sur le succès des voisins européens pour s'imposer nationalement.

Le passage de VOX au CRE (voir p.4) représente un échec pour ce groupe. Marine Le Pen avait annoncé avant les élections que le parti espagnol rejoindrait Identité et Démocratie. En revanche l'appel à l'unité lancé par Salvini a été entendu par certains transfuges des Conservateurs et Réformistes Européens (CRE) comme les Vrais Finlandais, l'AfD et ses 11 députés, et le Parti Populaire Danois. Cela permet de compenser l'échec du PVV néerlandais qui perd ses 4 élus. Le Pen et Salvini espèrent toujours que le groupe continuera à attirer de nouveaux membres même si le PIS polonais, pilier du CRE, et le Fidesz ne devraient pas se laisser convaincre. Après le Brexit le groupe comportera 76 euro-députés ce qui le placera devant les Verts.

Membres: Lega (Italie), RN (France), AfD (Allemagne **ex-CRE**), FPÖ (Autriche), Vlaams Belang (Belgique), Vrais Finlandais (**ex-CRE**), Liberté et démocratie Directe (Rep Tchèque), Parti Populaire Danois (**ex-CRE**), Parti Populaire et conservateur d'Estonie.



TOUR D'EUROPE DE L'EXTRÊME-DROITE AU PARLEMENT*

Résultats 2019

*Ne figurent sur cette carte que les principaux partis d'extrêmes-droites ayant obtenu des élu-es au parlement européen. Le PVV néerlandais est tout de même représenté, malgré l'absence de député, du fait de son importance historique.

 Score de l'Extrême-droite
entre 15 et 60 %

 Entre 12 et 15 %

 Entre 6 et 12 %

 Entre 3 et 6 %

 Nul ou négligeable

 Pays non-membres de l'UE

 L'extrême-droite est
arrivée en tête

 Classement de l'extrême-droite
et évolution du score / 2014

Juillet 2019

 10 %
PVV - 3,5 % - Pas d'élu-es
Alliance = ex-ELDD devenu ID

 2 3 %
Vlaams Belang - 12 % - 3 élu-es
Alliance = ID

 Brexit Party - 30,7 % - 29 élu-es
Alliance = Non-inscrits

 RN - 23 % - 23 élu-es
Alliance = ID

 VOX - 6,2 % - 3 élu-es
Alliance = CRE

 AfD - 11 % - 11 élu-es
Alliance = ID

 3 4 %
Mouvement 5 étoiles
17 % - 14 élu-es
Alliance = Non-Inscrits

ITE

DF
DF - 10.7 % - 1 élu-e
Alliance = ID

FvD
FvD - 11 % - 3 élu-es
Alliance = CRE

Lega
Lega - 34 % - 28 élu-es
Alliance = ID

FPÖ
FPÖ - 17 % - 3 élu-es
Alliance = ID

FIDESZ
FIDESZ - 52.5 % - 13 élu-es
Alliance = PPE

Jobbik
Jobbik - 6 % - 1 élu-e
Alliance = Non-inscrits

Démocrates de Suède
15.3 % - 3 élu-es
Alliance = CRE

Vrais Finlandais
13.8 % - 2 élu-es
Alliance = ID

EKRE
EKRE - 12.7 % - 1 élu-e
Alliance = ID

Droit et Justice (PIS)
45.3 % - 27 élu-es
Alliance = CRE

SPD
SPD - 9 % - 2 élu-es
Alliance = ID

Kotleba
Kotleba - 10.3 % - 2 élu-es
Alliance = Non-inscrits

VMRO
VMRO - 7.3 % - 2 élu-es
Alliance = Non-inscrits

Aube dorée
Aube dorée - 5 % - 2 élu-es
Alliance = Non-inscrits



Conservateurs et réformistes européens (CRE)

Le groupe a des bases plus larges que celles d'ID. Créé en 2009 par le Parti Conservateur britannique qui cherche alors à s'émanciper du PPE, le CRE est rapidement rejoint par le PIS polonais. Ce groupe, dans lequel se cotoient partis souverainistes, ultraconservateurs, et organisations clairement d'extrême-droite (comme Frères d'Italie), accueille aussi des partis qui, par soucis d'indépendance ou de rivalité nationale, refusent de rentrer dans le groupe ID. De nombreux partis de ce groupe sont qui plus est attachés au libéralisme économique. Le CRE est en recul du fait de l'instabilité de nombreux partis membres avec 62 députés contre 75.

Principaux membres: PIS (Pologne), Démocrates de Suède, VOX (Espagne), Frères d'Italie, N-VA (Belgique), FVD (Pays-Bas).



Les Non-inscrits-es

Parmis les euro-député-es figurant comme «non-inscrits» au parlement européen, la quasi-totalité sont les représentants d'une organisation d'extrême-droite. Souvent par dogmatisme ou pureté idéologique, ces partis ont fait le choix ne pas rentrer dans un système d'alliance. Mis à part le Brexit Party et le MS5, les organisations sont pour la plupart ouvertement proches des mouvements Néo-Nazis comme c'est le cas d'Aube dorée en Grèce ou du Jobbik en Hongrie.



Les cas particuliers

Le **Brexit Party** de Nigel Farage a été constitué dans la perspective des Européennes et nous n'avons donc que peu de recul pour étudier ses positions. La figure et le passé de son leader, ancienne tête de file de UKIP ne laisse cependant que peu de doute quant au positionnement à l'extrême-droite. UKIP a perdu de son côté tous ses élus et une grande partie de son influence au profit du Brexit Party. Le **MS5** figure lui aussi du côté des «non-inscrits». Vampirisé par la Lega de Salvini qui l'a supplanté dans les urnes, le Mouvement a du mal à se positionner sur la scène européenne. Celle-ci a d'ailleurs été révélatrice des divisions inhérentes au MS5 puisque certains de ses députés ont quitté le parti pour d'autres formations. En Italie cependant la coalition gouvernementale se maintient. Le **Fidesz** d'Orban, comme le **PIS** polonais, fait désormais véritablement figure de formation d'extrême-droite. Elle fait parti de la «droite radicalisée» selon l'appellation de Jean-Yves Camus malgré la participation au groupe des libéraux PPE. En revanche le **Parti Conservateur Britannique**, pourtant membre puisque fondateur du CRE, ne fait pas partie de cette catégorie. Les raisons de son maintien dans le CRE répondent plus à la spécificité du rapport entretenu historiquement avec l'Union Européenne qu'à une dérive vers l'extrême-droite.



Que devient l'Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD) ?

Le groupe, fondé en 2009 autour des député-es du UKIP britannique de Nigel Farage et des Italiens de la Ligue du Nord (aujourd'hui Lega), n'existe plus suite aux élections de 2019. Véritable fourre-tout, ce groupe, qui accueille de nombreux députés-d'extrêmes-droites, n'avait pas vraiment de cohérence idéologique forte et n'en recherchait pas forcément. Nombre d'entre eux s'y réfugient après des scissions, comme c'est le cas des Patriotes de F. Philippot, ou pour Beatrix Von Storch de l'AfD. Le choix de ce groupe était parfois guidé par des contingences techniques pour exister sur la scène européenne, comme ce fut le cas pour la Lega au départ, le UKIP, et surtout le Mouvement 5 étoiles qui malgré la coalition nationale avec la Lega cherche à garder son autonomie.

Ce groupe montre bien la porosité qui existe entre les différentes alliances européenne au parlement. La Lega est aujourd'hui dans le groupe ID, les Vrais Finlandais ont désormais rejoint ID en passant par le CRE, tandis que plusieurs membres de UKIP avait rejoint le groupe Europe des Nations et des Libertés (ENL, future ID) en janvier 2019. Les Démocrates de Suède sont quant à eux désormais dans le CRE.

Après les résultats de 2019, l'ELDD, qui n'abrite plus guère que le Brexit Party de Farage (qui a quitté UKIP) et le MS5 italien, n'est plus reconnu comme groupe parlementaire puisqu'il faut des représentants d'au moins 7 pays membres. Le Brexit Party et le MS5 siègent donc en tant que non-inscrits depuis mai dernier.



@assovisa



association visa



www.visa-isa.org



10 fiches géographiques et thématiques

Comprendre l'avancée des extrêmes-droites en Europe, ses stratégies et ses enjeux et décrypter ses discours au niveau national comme continental.



1 - La Belgique

2 - Les Pays-Bas

3 - La Hongrie

4 - L'Italie

5 - Le vote des eurodéputés RN

6 - L'Autriche

7 - La Pologne

8 - Le programme européen du RN

9 - Bilan / quels résultats ?

10 - Bilan - Alliances extrêmes

nous suivre



www.visa-isa.org



@assovisa



association visa

adhérer

Parce qu'il appartient aux syndicalistes de porter la lutte contre le fascisme et les idées d'extrême-droite, VISA a besoin de vous ! Rejoignez-nous et faites adhérer votre structure syndicale ! Dans le combat contre l'extrême-droite l'unité est la clé. Tous les détails sur notre site internet.

nous contacter